

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

BONNE ANNEE

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 170
JANVIER 1978



Le Peuple Breton

**QUI REPOND
AUJOURD'HUI
AU PROBLEME BRETON**



Le Peuple Breton / Yvon Boëlle

QUI REPOND AUJOURD'HUI AU PROBLEME BRETON ?



Le Peuple Breton

Le problème breton, s'il a toujours été une douloureuse réalité, n'est réellement ressenti comme très important que depuis peu de temps. Qu'est-ce qu'une dizaine d'années à l'échelle de l'histoire de ce problème lui-même ? Si l'U.D.B. en a fait la base de son existence et de son combat dès le début, en 1964, le problème breton est surtout apparu aux premiers plans de l'actualité en 1968, notamment lors de la manifestation importante de mai 1968 : « pour que la Bretagne vive ». Depuis, progressivement, il est devenu une évidence. Y a-t-il un parti d'opposition qui ne dénonce les caractères particuliers de l'économie de la Bretagne ? Y a-t-il un syndicat qui ne se batte contre les salaires plus bas en Bretagne qu'ailleurs, contre le sous-emploi chronique ? La défense de la culture bretonne n'a-t-elle pas de plus en plus d'écho, un peu partout ? Le gouvernement même doit reconnaître l'existence du problème breton. Parfois il essaie encore de le cacher, ainsi en essayant de dire que la Bretagne est sortie de l'ornière puisque les chiffres du recensement de 1975 montrent une remontée de la population et un arrêt de l'émigration. Mais la tendre sollicitude de M. Giscard d'Estaing, du gouvernement et en particulier des ministres bretons, à l'égard des Bretons, les voyages, les promesses de tout genre ne sont-ils pas un aveu du problème ?



Chalutiers bloqués à Concarneau

Oui, ça va mal en Bretagne, et ça s'aggrave. Nous savons que la remontée du chiffre de la population ne change rien aux départs des jeunes, de la force vive de notre pays, ne change rien non plus (au contraire) au déséquilibre de la population de la Bretagne, la population inactive étant de plus en plus importante par rapport à l'autre. Combien d'usines ont fermé ? Combien de bateaux ont désarmé ? Combien d'exploitations agricoles ont disparu ? Combien de syndicalistes ont été licenciés pour avoir demandé des salaires décentes à des patrons de choc ? Combien, cette année et l'année dernière ? Il n'est pas difficile d'aligner les chiffres et le « Peuple Breton » en donne tous les mois. Mais nous n'en avons même pas besoin pour être sûrs que ça s'aggrave. Nous le savons, parce que nous le vivons.

Pourquoi cette aggravation ? Tout d'abord il est dans la nature du sous-développement de s'aggraver ; les économistes qui traitent du Tiers-Monde parlent bien du « développement du sous-développement » ; l'exploitation impérialiste est toujours plus dure, elle s'accroît sans cesse, et elle existe en Bretagne. Mais aussi, plus précisément, le gouvernement français porte de graves responsabilités. Et s'il en porte, ce n'est pas à cause des individus qui le composent, c'est parce

qu'il est du côté de ceux qui exploitent notre pays et ses travailleurs. C'est le gouvernement qui décide de ne pas développer les ports en Bretagne, c'est lui qui est à l'origine de la politique tarifaire de la S.N.C.F. C'est le gouvernement qui a coupé la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne, essayant de tourner ainsi la Basse-Loire vers Paris, alors qu'elle devrait être utile à l'ensemble de la Bretagne. C'est le gouvernement qui interdit le breton à l'école, à la télévision ; et aucune charte culturelle n'y changera rien. C'est le gouvernement qui pousse au tourisme, qui décide de nouvelles implantations militaires, etc... Face à cela, quelles réactions y a-t-il actuellement en Bretagne ?

Quelques réponses à rejeter tout de suite

Il y a bien des gens qui prétendent réagir. Certains pensent peut-être que le terrorisme serait une réponse à notre situation. Pour nous ce n'est même pas cela. Isolés, inadaptés aux circonstances, coupés de la population, les actes terroristes peuvent tout au plus correspondre à une réaction primaire d'ordre sentimental chez certains individus. Loin de faire avancer les choses, ils écartent bien des

gens des vraies réponses ; ils reculent la solution. Les événements récents ont montré qu'il n'y a pas d'autre issue dans cette voie que la fuite en avant vers des actes toujours plus dangereux, toujours plus imbéciles, toujours plus éloignés de la prise de conscience qui se fait malgré eux dans notre peuple. Il n'y a pas lieu d'insister là-dessus : le terrorisme ne trompe plus que les terroristes.

Mais d'autres prétendent répondre en se voulant raisonnables, estimant qu'il s'agit là sans doute d'une condition suffisante pour être efficace. D'autres encore sont raisonnables et sérieux, mais présentent tout de même des insuffisances graves, nous voulons dire les partis de la gauche française. Nous parlerons de ces partis, de leurs insuffisances, mais auparavant réglons le cas des précédents, des gens « raisonnables », les « responsables politiques, économiques et sociaux de la Bretagne, surtout ceux qui la défendent réellement, courageusement, avec acharnement, contre la désertification humaine, contre le sous-développement économique et contre l'uniformisation culturelle » : M. Champaud, Président du Comité Economique et Social (C.E.S.) de Bretagne, dans une déclaration à Ouest-France en date du 28 octobre 1977, désigne par là, on le suppose, lui-même et ses amis du C.E.S. qui l'ont porté à la présidence. Notons au passage que M. Champaud reconnaît que tous les responsables politiques, économiques et sociaux de la Bretagne ne la défendent pas (remarquez le « surtout »), ce qui est déjà une révélation de taille. La déclaration de M. Champaud consiste à argumenter en faveur de sa façon à lui de défendre la Bretagne, face à l'action terroriste (l'article est écrit après l'attentat de Pré-en-Pail). Dans le point de vue de M. Champaud on retrouve toute la phraséologie, le bon vouloir, l'ambiguïté, mais aussi toute l'inefficacité du CELIB d'autrefois. Le CELIB a trouvé son relais, c'est le CES de Bretagne, il a renouvelé son porte-parole, c'est M. Champaud. Mais ce sont les mêmes préoccupations ; ainsi M. Champaud craint que les attentats ne lui rende « le poids du mépris parisien plus lourd à supporter ». A l'UDB il nous pèse pas lourd, nous avons d'autres chats à fouetter. Nous avons d'autres raisons de dénoncer le terrorisme, nous l'avons dit plus haut. M. Champaud se trompe d'argument, et il se trompe encore quand il dit que les attentats sont mauvais parce que l'indépendance de la Bretagne n'est pas possible. Selon lui « la Bretagne indépendante serait condamnée à une misérable récession économique et sociale ». Le peuple breton, prisonnier des grandes puissances serait conduit « à s'enfoncer dans la condition d'assisté ». Mais ! Avons-nous besoin de l'indépendance pour tout cela ? N'est-ce pas la situation actuelle tout simplement ? N'est-ce pas pour sortir de là qu'il faut se battre, plutôt que pour éviter le mépris parisien ? Disons-le nettement : en refusant de distinguer l'essentiel de l'accessoire, ces représentants de la bourgeoisie bretonne (de ce qu'il en reste !), se voulant un peu technocrates, que sont M. Champaud et les anciens du CELIB, n'offrent pas d'issue au peuple breton. Ils veulent faire de la Bretagne un bel appendice de Paris, mais qui resterait appendice. C'est illusoire, et nous pouvons nous en rendre compte de plus près.

Une des grandes affaires du Comité Economique et Social de Bretagne a été

la publication d'un livre blanc sur « la politique ferroviaire en Bretagne ». Ce livre blanc dénonce, nettement il faut le dire, la politique de la SNCF et donc du gouvernement en Bretagne. Le texte prend parfois même des allures de pamphlet anti-Paris, ou d'exaltation bretonne que certains nationalistes purs et durs ne déniaient pas. Alors ? Nous avons un CES révolutionnaire ? Malheureusement une analyse complète est décevante. Cet attachement trop exclusif aux chemins de fer est en effet significatif. Nous dénonçons, nous aussi, la situation des chemins de fer en Bretagne, mais n'y a-t-il que dans les chemins de fer que la situation soit mauvaise ? Et les transports maritimes, qui permettraient de tirer parti des avantages de la Bretagne, n'y a-t-il rien à dire là-dessus ? Pour le CES, tout le problème est dans le désenclavement et toute la solution consiste à en sortir, c'est-à-dire, c'est net dans le document à rapprocher la Bretagne de Paris et de l'axe Rhône-Rhin. A ce petit jeu, nous serons évidemment toujours perdants, car on ne peut pas faire que la Bretagne soit ailleurs qu'à la pointe Ouest de l'Europe... Plutôt que de penser à changer notre situation, il vaudrait mieux chercher à en tirer parti. Les « responsables économiques » de la Bretagne cultivent l'utopie sans le savoir, tout en dénonçant l'utopie chez les autres. Laisser aller la revendication bretonne dans cette voie est illusoire et dangereux. On ne peut pas faire que la Bretagne se développe

des intérêts des travailleurs. Le choix de l'U.D.B. se situe donc résolument à gauche. Mais est-ce à dire que les partis de gauche français peuvent apporter la solution ? Et bien, non, dit l'UDB. On nous dira parfois : ce n'est pas encore assez des querelles et des divisions de la gauche, les travailleurs ne sont pas encore assez désespérés par les divergences des partis qui veulent les défendre, pour que l'UDB y aille de son point de vue particulier ! L'union n'est-elle pas la solution ? Nous répondons : ce n'est pas la faute de l'UDB s'il y a querelle et division ; ce n'est pas non plus la faute de l'UDB si la gauche n'apporte pas les réponses nécessaires. Nous y travaillons, mais nous ne saurions y sacrifier ce qui fait notre existence et notre nécessité. Nous nous devons au contraire d'apporter les clarifications nécessaires.

LE P.C.F.

Nous sommes souvent aux côtés des communistes. Nous le sommes quand la gauche est unie et rassemble les différentes composantes. Nous le sommes aussi parfois, avec eux uniquement, quand les autres formations n'ont pas voulu s'y adjoindre. Aux dernières municipales, plusieurs listes et parfois dans des villes importantes étaient formées par le PCF et l'UDB. Il est arrivé aussi que le PCF, dans des positions de force assez exceptionnelles (Lanester par exemple) se soit privé de notre apport et nous ait obligé à nous battre sous notre seul drapeau, sans que cela fasse d'ailleurs l'unanimité

telles et superficielles qui ne constituent même pas un tout cohérent. Ce ne sont pas de véritables critiques mais plutôt des allusions soit à l'U.D.B., soit aux autonomistes en général, allusions qui sont sans rapport les unes avec les autres, uniquement en rapport avec les circonstances, allusions qui prétendent régler le problème rapidement. Pour nous, elles ne sont pas sérieuses.

1°) Il n'est pas sérieux de dire que « l'UDB divise les travailleurs ». Ce n'est pas vrai en pratique et même le contraire est évident : l'UDB participe à toutes les actions unitaires, qu'il s'agisse ou non de problèmes spécifiquement bretons, les camarades du P.C.F. le savent bien. Ce n'est pas vrai en théorie car l'U.D.B. affirme la solidarité de tous les travailleurs de par le monde et y travaille par son action internationale. Si dire que la lutte des travailleurs en Bretagne est une lutte nationale c'est diviser les travailleurs, alors le PCF divise aussi et davantage car son nationalisme (français) est plus étroit que le nôtre. Tous les socialistes à présent dans le monde admettent que les luttes sociales doivent se placer dans des cadres nationaux ; mais de là à dire que ces cadres sont forcément ceux que la bourgeoisie a mis en place, il y a un pas, qu'il est dangereux de franchir aussi rapidement que le fait le PCF, en regard de toutes les luttes coloniales de ces dernières décennies.

2°) Il n'est pas sérieux de laisser entendre que l'autonomie est une revendication fasciste (1). C'est de moins en



Jeannot Mourrot

Des problèmes qu'on peut difficilement résoudre dans le cadre français : la pêche, 3 lignes dans le Programme Commun.

en tant qu'ouest de Paris, mais en tant que Bretagne. Le désenclavement est un mythe.

L'U.D.B. et les réponses de la gauche

Aucune droite en Bretagne ne peut prendre en charge le problème breton, car le problème breton est bien le problème des travailleurs bretons, et la droite est la droite, c'est-à-dire à l'opposé



Georges Marchais lors de la rupture à Gauche

dans ses rangs. Nous sommes aussi souvent avec eux, et parfois seuls avec eux, dans la défense des travailleurs, des emplois et des salaires. La plupart du temps, la discussion entre nos deux organisations est franche et vraie, en ce qui concerne les actions à mener et la façon d'engager le combat. Et comment en serait-il autrement entre deux organisations authentiquement de gauche ?

Mais dès qu'il s'agit des questions de fond, il n'y a plus de discussion, car le PCF refuse de considérer et même tout simplement de connaître notre point de vue. Les critiques du PCF vis-à-vis de nos positions n'entament jamais le fond du débat. Il s'agit plutôt d'attaques par-

moins écrit tel quel (le PCF évite tout de même d'utiliser les mêmes trucs que la droite qui nous attaque), mais combien d'allusions faites aux militants de l'UDB par des militants ou des responsables du PCF, combien de rappels, dans la presse bretonne du PCF, de la période de la guerre à chaque fois qu'il est question du

(1) C'est encore moins d'avoir cette opinion en Bretagne mais de dire pour la Catalogne qu'autonomie est « synonyme de démocratie » (L. Sauerwein, Huma du 1-8-77).

(suite page 28)



LETTRE OUVERTE A UN CANDIDAT VERT

Monsieur,

JE suis un militant politique (UDB). Je viens de lire dans O.F. du 10-12-77 l'article consacré au mouvement : « Bretagne-Ecologie » dont vous me semblez être l'un des principaux responsables. Ceci m'a incité à vous écrire pour vous livrer rapidement mes impressions.

« Ce n'est pas l'industrie, dites-vous, qui doit se trouver au centre des préoccupations mais la vie ». Je vous répondrais volontiers que « rien d'exagéré n'est vrai ». Ce n'est pas tant la lutte anti-pollution ou l'industrialisation ou le développement de la culture bretonne ou la conquête de pouvoirs politiques ou le remaniement de l'éducation ou même l'instauration du socialisme qui importent, que ces divers paramètres harmonieusement combinés, symphoniquement associés, sans en omettre aucun. La situation actuelle de la Bretagne est telle qu'il est nécessaire de maintenir à la fois des exigences antithétiques. On ne peut échapper à cette alternative : promouvoir l'industrialisation et lutter contre la pollution ou consentir à la mort.

Je m'explique : en dehors d'un réveil relativement rapide de la conscience bretonne, d'une redistribution

des pouvoirs entre l'Etat central et la région, d'une politique volontariste de création d'emplois, la population bretonne est vouée, à brève échéance, à un effondrement total. Mort voulue d'ailleurs, mort délibérément choisie par la technocratie qui nous gouverne. Mort par euthanasie. En voici la recette : faire de moins en moins d'équipements. Pas d'auto-roues. Trains supprimés (voir les plans de la S.N.C.F.). Ports non-aménagés. Lignes aériennes inexistantes. Téléphone déficient, etc... etc... Le tout oblige sans déportation massive, les jeunes, les chômeurs, les fermiers ruinés à partir ailleurs pour gagner leur pauvre vie de déracinés (notion à introduire dans votre combat écologiste).

Pour étayer mes dires, je vous livre quelques arguments par ordre de grandeur croissante.

— Pratiquer la collecte quotidienne des informations livrées par les mass-médias. Voir où s'opèrent depuis l'avènement du gaullisme les grandes réalisations. Dunkerque, Bassin de Fos, La Villette, la Tour Montparnasse, le train rapide Paris-Lyon, la carte des auto-roues (cf le Monde du 5 avril 72), la ligne de métro de Marseille, bientôt suivie par celle de Lyon et de Lille. L'inauguration, l'autre jour, du nouveau

« réseau express régional » où Giscard s'exprimait en ces termes : « Paris devient la première capitale du monde à disposer d'un système de transports d'une capacité aussi élevée : 60 000 voyageurs à l'heure et par sens. La station Châtelet-Halles, avec ses 320 m de long et ses 80 m de large, est la plus grande station du monde » (9 décembre, le Monde).

En contraste, regarder ce qui se passe en Bretagne. C'est la disparition de l'industrie. L'industrie textile qui avait été l'une des grandes richesses du pays, est morte au XIX^e siècle. L'industrie métallurgique est morte en juillet 1966 quand les Forges d'Hennebont ont été fermées par le gouvernement. Parallèlement nous assistons à un mouvement de destruction des armatures industrielles qui s'étaient édifiées dans le prolongement de l'activité agricole, articulées aux productions de la région. Comme le titrait l'Express du 5-11-69 « les boîtes de conserves ne battent plus pavillon breton mais picard ». Enfin en 76 c'était le tour de l'industrie de la chaussure à Fougères. C'est ce qu'on appelle un processus de désindustrialisation, particulièrement éloquent quand on l'inscrit dans une perspective historique. Ne croyez-



vous pas que nous sommes bien loin de la menace « productiviste ».

Une telle situation économique débouche évidemment sur une situation sociale grave. Regardez simplement toutes les semaines dans le Télégramme de Brest la liste des demandeurs d'emploi. J'ai l'impression d'assister à une Grande Braderie... où c'est la jeunesse bretonne que l'on brade... 72 600 chômeurs dans les cinq départements bretons en mars 77. N'est-ce pas angoissant ?

— Etudier la démographie bretonne — en s'attachant à l'évolution de la population active. En fait sur une vaste région s'étend la mort. La Préfecture de Quimper a publié une série de cartes sur lesquelles figurent en noir les cantons que la dénatalité a conquis, où de deux ans en deux ans les décès l'ont emporté sur les naissances. Et de deux ans en deux ans la tache s'élargit. Moi-même j'étudie la situation démographique dans la circonscription de Guingamp sur 11 cantons 8 connaissent un solde migratoire négatif. Le seul canton de Callac a perdu entre 68 et 75 12 % de sa population, l'excédent de décès sur les naissances étant de 425.

— Quand je cite ces choses, il arrive à des esprits superficiels et secs de me répliquer que « cela est anecdotique ». Mais s'ils veulent des généralisations, qu'ils se renseignent dans les études des géographes. Des

est imposée et qui rend insupportables les contraintes.

— 300 000 Bretons qui sont presque du jour au lendemain des sous-développés.

— le déracinement de la main-d'œuvre bretonne, etc...

— Et si vous désirez des idées plus générales encore, lisez les « Réflexions pour 1985 » publiées en 1964 par la très officielle « Documentation française ». Ce sont les planificateurs qui parlent. Je vous en lis un extrait : « Les déserts seront une rareté en Europe occidentale : en tant que zone de loisirs et de liberté, ils seront donc très recherchés... Leur conversion en parcs nationaux devra donc être organisée et éventuellement accélérée. « Il est difficile d'être plus clair : depuis 64, date de parution de ce moment de littérature technocratique, les plans ont pour but de « déménager le territoire ». Une partie de l'Hexagone est destinée à n'être qu'un cimetière où les favorisés de l'autre demi-hexagone, viendront dans des parcs nationaux jouir du loisir et de la liberté. Ils précisent même de quelles régions il s'agit « Pour que des populations migrantes aient plusieurs pôles d'attrait entre lesquels choisir, il faut donc d'ici 85, organiser des ensembles urbains d'une dimension suffisante pour offrir des facilités de même ordre que Paris... Lille - Roubaix - Tourcoing - Nancy - Metz. Lyon - St-Etienne, Marseille et quelques autres régions, etc... ».

J'ose vous le dire, sans âpreté, sans vaine polémique mais avec force : il faut accorder la priorité dans votre lutte au destin du peuple breton. Sinon, en entendant résonner votre pipeau d'attrapeurs de rats, beaucoup d'âmes sensibles seront séduites mais la Bretagne cheminera inexorablement vers un point de non-retour au-delà duquel il n'y aura plus de problème breton parce qu'il n'y aura plus de Bretons capables de le poser et encore moins de le résoudre.

En vous contentant de vous insurger contre « le productivisme » et de tonitruer « A bas la pollution », vous contribueriez à stériliser l'effort et le dynamisme de tant de militants bretons. Et vous risqueriez d'obscurcir l'esprit de beaucoup de jeunes, qui, éblouis par vos thèses à la fois pertinentes et partielles, se verraient condamnés à n'avoir d'autre avenir que la déculturation, l'émigration, les HLM et la pollution parisienne. — Leurs villages continuant à être livrés aux ronces et aux orties — et leur langue et leur civilisation continuant à être écrasées par le bull-dozer d'un Etat de mépris.

Inutile d'ajouter que dans cette éventualité, vous serviriez considérablement les desseins de la technocratie régnante. En vous consacrant exclusivement à la propreté des sources et des rivières ou à la préservation de la flore et de la faune, vous ne vous opposeriez en rien à la noble entreprise militaro-touristique du pouvoir giscardien. Bien au contraire, un esprit d'élite comme Giscard sait autant que quiconque goûter le gazouillis des oiseaux et le chant des rivières. Il vous saurait gré de propager des thèses lénifiantes et démobilisatrices qui s'harmoniseraient tellement bien avec son projet dévastateur pudiquement baptisé mobilité de l'emploi. Et même si vous vouliez sensibiliser les hommes au combat anti-nucléaire, cela n'effaroucherait pas ceux qui savent qu'inexorablement les troupes iraient s'amenuisant.

J'ai trop de considération pour votre mouvement pour oser croire que vous vous bornerez à défendre l'environnement physique. Je ne doute pas un instant que vous intégrerez dans votre lutte la sauvegarde de la civilisation. Mais cela ne suffit pas. Etudiez la situation réelle (démographique, économique, sociale) du peuple breton — et les causes de son dépérissement. J'ose espérer que vous ne travaillerez pas — au nom de la vie — à propager la mort et que vous concurrez à renforcer la solidarité bretonne, seul moyen d'échapper à un destin fatal.

Veillez croire, Monsieur, à ma profonde sympathie.

Fanch Kerrain



Yvon Boëlle

Une nature intacte pour un pays vide : d'autres choix sont possibles qui impliquent un développement dans le respect de l'écologie.

géographes des Universités de Nantes et de Rennes viennent justement de publier une « Géographie de la Bretagne ». Maurice Le Lannou en a fait un compte rendu dans le Monde du 13-14 mars 77. Or il affirme que ces auteurs ont raison sur l'essentiel et il les cite

— dépendance quasi-coloniale qui laisse la Bretagne sans moyens.

— civilisation préfabriquée qui

Mon diagnostic est formel : si les esprits les plus résolus et les plus lucides ne combattent pas pour la survie du peuple breton, si l'information n'est pas accumulée et divulguée, nous atteindrons assez rapidement un seul démographique de non-retour, rejoignant ainsi dans la détresse les régions françaises les plus languissantes et les plus déshéritées : la Creuse, la Lozère ou la Corse.

GILLES - COLLINÉE

LE MÈNÉ NE VEUT PAS MOURIR

Réunis le 2 décembre à Mur-de-Bretagne pour y tenir une conférence de presse, les représentants de la récente section CFDT des abattoirs Gilles, de Collinée, ainsi qu'un représentant de la fédération et de l'union départementale ont exprimé leur inquiétude en ce qui concerne l'avenir du Méné.

Les vingt-deux communes de cette région des Côtes-du-Nord regroupent en effet le dixième de la population du département. Or, sur les 400 emplois industriels qui permettent à 2500 personnes d'y vivre, 371 sont fournis par les seuls abattoirs Gilles. Cette entreprise est la plus importante unité de Bretagne dans son domaine : avec 40 000 tonnes traitées et un chiffre d'affaire de 372 millions de francs lourds, elle abat 10 % de la viande et achète 20 % des porcs de « l'ouest ».

un climat défavorable dû pour partie aux conséquences de la sécheresse de 1976 et au problème des importations de carcasses.

Que s'est-il passé chez Gilles ? Les difficultés ont été mises au grand jour lorsque l'entreprise s'est trouvée dans l'impossibilité de payer une coopérative. Celle-ci, évidemment, a aussitôt interrompu les livraisons. Saisi de l'affaire, le tribunal de commerce de Saint-Brieuc a nommé un curateur et l'a chargé d'établir un plan de redressement dans les trois mois. Mais ce personnage, ne passant pas plus de deux heures par jour à Collinée, ne peut connaître à fond les problèmes. Selon la CFDT, il ne serait en mesure de régler que l'aspect financier.

locaux (vapeurs, mauvais éclairage, etc.) et politique de très bas salaires (près des trois-quarts du SMIC pour 4 semaines de travail).

Dans cette région qui a connu un exode très fort jusqu'en 1965, la mobilisation s'est faite. Des lettres ont été expédiées aux vingt-deux maires du Méné qui ont apporté leur soutien. La CFDT envisage des contacts avec les syndicats agricoles et les coopératives également touchés par les difficultés qui pèsent sur l'entreprise ; une opération « ville-morte » est prévue. S'il n'y a pas perte de l'outil de travail, y aura-t-il licenciement ? Le personnel reste vigilant et est prêt à réagir.

On mesure la gravité de la situation dans cette région où l'économie est axée sur le secteur agro-alimentaire. Au lendemain d'une période d'exode, la population du Méné ne veut pas refaire cette triste expérience. Pour tous les habitants du pays, une exigence primordiale : travailler au pays. C'est d'ailleurs le principal combat de notre peuple face à la politique capitaliste et centralisatrice de Giscard. Restons en Bretagne.

Alain Gourlaouen.



D.R.

En octobre dernier, Gilles prévoyait 500 emplois pour avril 1978, mais actuellement, 150 personnes sont en chômage technique. Pour la CFDT, les causes de ce marasme sont internes à l'entreprise. Il s'agirait en fait d'une erreur de gestion, Gilles ayant investi à court terme sur sa propre trésorerie, et travaillant à l'escompte. Cette situation est liée par ailleurs au problème général de l'agro-alimentaire. Les abattoirs privés du début du siècle ont peu à peu cédé la place à des abattoirs municipaux ; mais à partir de 1972, on fait marche arrière, et l'on assiste à une nouvelle privatisation de ce secteur d'activité avec la centralisation que cela implique. En outre il y a concurrence, voire bataille pour l'approvisionnement en viande entre le secteur public et le secteur privé. Tout ceci dans

Au moment de la conférence de presse se pose un problème grave : celui du non-paiement des salaires des 150 employés privés de travail. L'affaire est si embrouillée que Gilles est incapable de fournir un bilan et que le curateur, lors d'une réunion avec la CFDT avoue ne rien savoir du problème.

Enfin, le secteur salaison, qui emploie 60 travailleurs, est à court de stock. L'abattoir ne marche plus qu'à 50 % ou 60 % de la normale.

L'activité pourra-t-elle reprendre, ou va-t-on vers un dépôt de bilan ? La CFDT exige le maintien de l'emploi et pense que Gilles devra accepter des associés. Elle souligne aussi la mauvaise qualité des conditions de travail actuelles : non-respect du poids de charge (carcasses de plus de 105 kg), cadences, état des

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

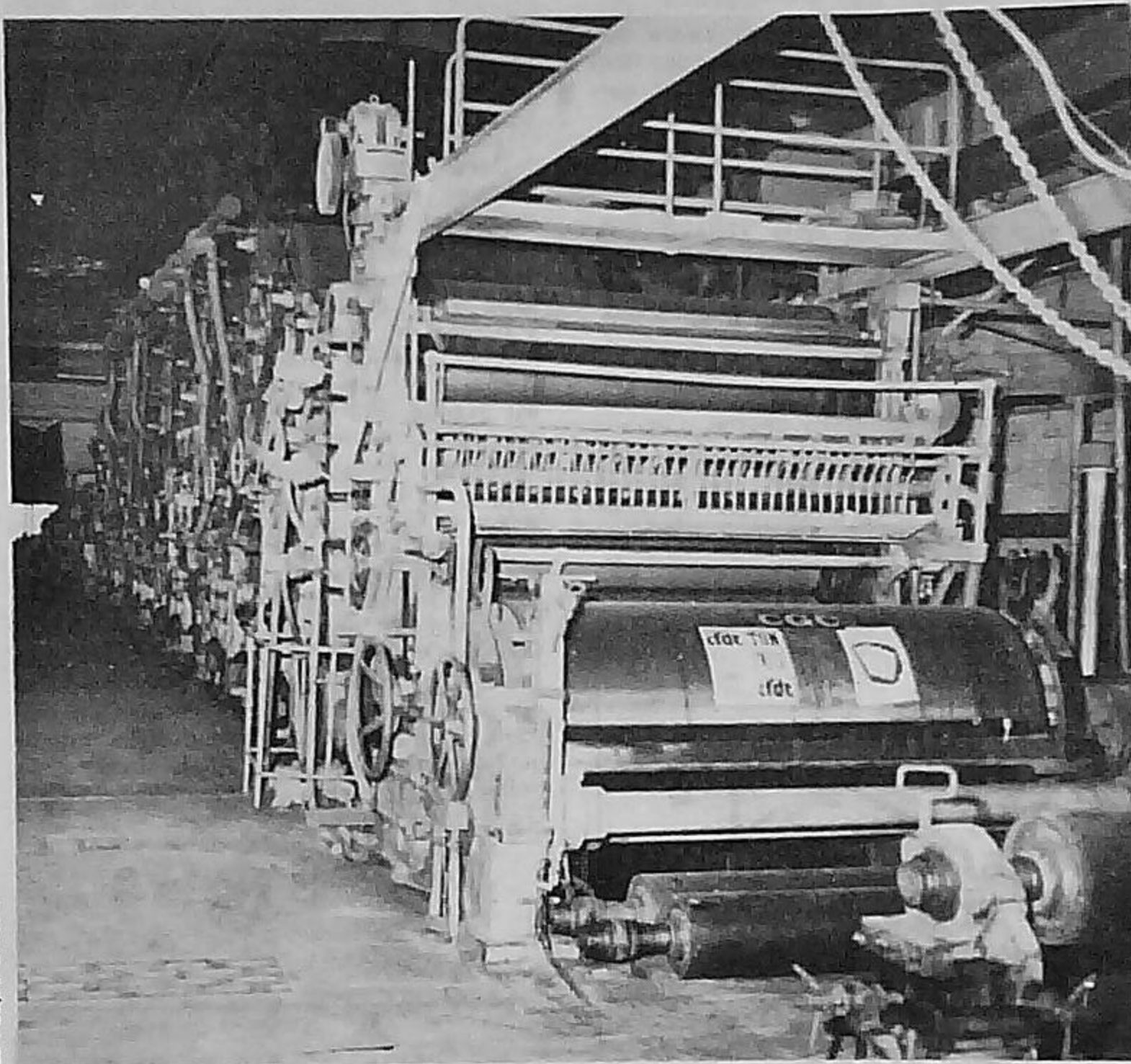
● Etudiante ch. documents concernant l'agriculture en Bretagne. Ecrire : Monique Le Calonnec, ch. 106, cité universitaire de Kerkado, 56000 Vannes.

● Cherche livres de Georges Palante. Ecrire : Jean-Dominique Ollivier 37, rue Lafond, 35000 Rennes.

● Breton, 50 a., habitant en Afrique, aimant mer et navigation à voile, la campagne, la nature, la vie rurale, désire correspondre avec Bretonne U.D.B. ou sympathisante ayant mêmes aspirations. Ecrire : Xavier Mordelet, B.P. 9105, Lomé (Togo).

RENNES - PAPETERIES DE BRETAGNE

UN SCENARIO BIEN RODE...



Le Peuple Breton

DEPUIS le 21-10-77, 125 personnes sont venues rejoindre les 11 500 demandeurs d'emplois du pays rennais.

Ces 125 personnes sont ceux des Papeteries de Bretagne déclarées en liquidation de biens le 11 octobre dernier.

En 45 ans d'existence, les Papeteries ont subi bon nombre d'aléas qui illustrent bien la situation précaire des entreprises bretonnes. Créées en 1932 à l'initiative d'un ecclésiastique (l'Abbé Trochu) elles ont, dans un premier temps, assuré la production du papier d'imprimerie pour Ouest-Eclair.

Après guerre les papeteries ont été rachetées par un groupe suisse et la production a englobé le papier carton et des papiers fins. Dans les meilleures années, les papeteries ont compté jusqu'à 300 salariés. Depuis 1974 les papeteries ont subi la concurrence des Suédois pour le papier et des Espagnols et Yougoslaves pour le carton.

Ce phénomène, allié à la crise papetière en France, permet d'expliquer les pertes importantes (350 à 450 millions de francs) subies par les Papeteries de Bretagne en 1975-76. En toute logique capitaliste, les dirigeants suisses ont cherché à se débarrasser de cette filiale gênante en la vendant aux frères Grosset, transformateurs de papiers en Seine-et-Marne. Aux termes du contrat de vente ces derniers s'engageaient à apporter des fonds de roulement substantiels aux Papeteries de Bretagne. Les accords n'ont pas été respectés et à l'automne les nouveaux propriétaires des Papeteries ont déposé leur bilan.

UN SCENARIO MAINTENANT BIEN CONNU

Ceci n'a rien de bien original en Bretagne où depuis 20 ans les travailleurs voient se répéter le même scénario dans toutes les branches d'activité.

Depuis le mois d'octobre la seule entreprise française réutilisant les vieux papiers est fermée ou plutôt sommeille, car les salariés de l'entreprise ont décidé d'occuper leur usine.

A cet effet ils sont groupés en un comité C.F.D.T.-C.G.T. qui, outre les équipes d'entretien du matériel, a organisé plusieurs journées portes ouvertes route de Lorient à Rennes.

La plus importante était sans conteste, celle du premier décembre, jour de la grève nationale. Après la manifestation du matin où les ouvriers des Papeteries tenaient la tête du défilé, bon nombre de grévistes sont venus visiter l'usine et soutenir les papetiers dans leur désir de « vivre et travailler au pays ».

Des festou-nos, galas de soutien, ventes d'autocollants ont par ailleurs été organisés.

AUCUN DEBOUCHE EN BRETAGNE

Ces manifestations masquent pour un temps l'anxiété de ces ouvriers dont la moyenne d'âge est de 40 à 45 ans. Tous ont une formation papetière maison et savent bien que les rares papeteries de Bretagne : Merri-gault à Carhaix et Bolloré à Quimper ne peuvent les embaucher. Alors ce sera la reconversion ou l'exil. Mais pour l'instant, cette éventualité est rejetée et l'on attend l'acheteur qui sortirait les Papeteries de ce marasme.

Pour l'instant trois acheteurs sont connus. Il faudrait ensuite trouver des débouchés aux produits et la possibilité de les transformer sur place car, paradoxe, les Papeteries de Bretagne produisaient du papier qui était ensuite transformé en région parisienne ou en Suisse. De plus aucun produit fini n'était vendu en Bretagne.

Au mois de décembre, le gouvernement Barre débloquent 1,2 milliard de F pour venir en aide à la papeterie française. Cependant seuls les grands groupes vont en bénéficier : la Chapelle Darbray, la Rochette Cenpa, la Cellulose du pin, OCEDA-GEC. « On nous abandonne » : tel était le titre du tract distribué le soir de cette décision gouvernementale.

Michelle L'Emaillet

Vu

NUANCE...

Il a huit ans, il est en CE2, il est tout frisé et c'est un « bon élève ». Il me récite sa leçon d'histoire, un soir :

« Charlemagne est un grand conquérant. Couronné empereur à Rome par le pape, il gouverne sagement ses Etats ».

J'interroge :

— A ton avis, c'est bien ou c'est mal, de conquérir des pays, comme ça ?

— Eh bien, c'est bien...

— C'est bien pour qui ? Pour les pays qui ont été vaincus ?

— Ah non, mais Charlemagne, il a agrandi notre France...

— Dis donc, ton Charlemagne, ça ne serait pas un peu quelqu'un dans le genre d'Hitler ?

— Ah non ; Hitler lui, il a raté !.. »

Huit ans, CE2, bon élève. Et une institutrice au-dessus de tout soupçon.

de Bretagne

La caricature du mois

de Kerou
dans Tribune de l'Ouest
du 9-12-77

APRÈS L'AFFAIRE CROISSANT :
LA FRANCE NE SERAIT PLUS
UNE TERRE D'ASILE



ON DIT ÇA ...

NOS LECTEURS (aussi) FONT LE P.B.

Nous rappelons ici le principe de cette rubrique, inaugurée avec les derniers numéros du P.B. Nos colonnes s'ouvriront désormais tous les mois aux collaborations signées que nos lecteurs nous adresseront. Si vous avez quelque chose à dire, prenez la parole : nous vous l'offrons.

« GITES DE FRANCE » ET EXODE RURAL



La Trinité/sur/mer.

Roger Viollet

Le système des « Gites de France » soulève un problème grave que je tiens à souligner car peu de gens semblent en être conscients.

Travaillant près de Brest, j'ai voulu loger à la campagne, afin d'échapper aux immeubles sinistres de la Z.U.P. de Brest. Nous avons trouvé, avec une amie, il y a un an, une ancienne ferme rénovée tout à fait à notre goût à 20 km de notre travail et à 3 km de la mer où nous espérons rester longtemps.

Après avoir entrepris pendant tout le printemps des travaux pour rénover deux granges voisines pour les louer à des touristes en juillet et août dernier, notre propriétaire nous annonce en septembre dernier qu'il

a décidé de mettre l'ensemble des bâtiments en Gîte de France.

Il nous reste donc à trouver autre chose d'ici le 1^{er} janvier.

C'est en cherchant une autre maison du même style que nous avons mesuré l'ampleur de la colonisation par le tourisme. Partout on veut bien nous louer jusqu'en juin mais ensuite, il faut s'en aller (où ?) pour faire place aux touristes.

L'idée des Gites de France était, m'a-t-on dit, de créer des contacts entre les touristes et les gens du pays. Oui, mais quel pays quand il n'y aura plus dans les campagnes



R. Gernot

que des vieilles personnes possédant leur maison ou des résidences secondaires vides, 10 mois sur 12. Les jeunes seront tous partis habiter Brest faute de trouver à se loger sur place.

Ce système conduit à des situations invraisemblables. Au village voisin, une jeune fille née au village, employée dans un commerce du village, vient de se marier et n'a trouvé qu'avec difficulté un 2 pièces à louer jusqu'en juin seulement. En juillet, il leur faudra louer un appartement à Brest, à 25 km de son pays et de son travail...

Que l'on pense d'abord à loger les gens qui travaillent au pays et qu'on s'occupe des touristes après.

L'HISTOIRE D'IFFIG

Elle se passe en Rhodésie, où l'armée vient de recevoir un ordinateur flambant neuf et hautement performant. Et c'est Ian Smith lui-même qui vient inaugurer, devant tout son état-major, cette merveille capable de prédire l'avenir.

« Posons-lui la question suivante », dit Ian Smith : « Comment sera le pouvoir en Rhodésie dans dix ans ? »

Au bout de dix secondes, la réponse tombe :

— « Blanc ! »

Formidable hurrah de tout l'état-major. Quelqu'un propose alors de poser une question plus concrète, du genre « Combien coûtera la livre de beurre dans dix ans ? »

Et l'ordinateur de répondre :

— « Dix roubles !.. ».

Si les Gîtes de France subventionnaient les paysans pour rénover leurs vieilles bâtisses pour les louer à l'année, il y aurait peut-être un frein à l'exode vers les grandes villes et aussi un frein à la construction anarchique alors qu'il y a tant de belles vieilles maisons qui tombent en ruine.

Pourquoi les Gîtes de France aident-ils les paysans à restaurer leurs vieilles maisons pour les touristes ? Pourquoi pas pour les gens qui travaillent au pays ? Il ne reste plus à ceux-ci qu'à loger dans les H.L.M. de Brest ou à faire construire s'ils ont les moyens.

AV et AMJ

D'AUTRES LE DISENT

SCIENCES & AVENIR

(numéro spécial)

Il paraît enfin urgent de lutter contre la compétition scolaire qui s'installe dès l'école maternelle, qui aboutit à dévaloriser les individus et à limiter leur possibilité d'acquérir des connaissances. Il paraît indispensable que soient respectés le droit à l'acquisition des connaissances fondamentales ainsi que l'identité culturelle, en rapport avec l'origine sociale, régionale et nationale dans le cas des enfants immigrés.

Liliane Lurçat
Maître de recherche au CNRS

PEUT-ON EMBELLIR UN SITE CLASSE ?

BIENTOT LE GRAND
ROCHER DE LA LIEUE,
DE GREVE ENTOURE
DE BETON ?

SUR LES COTES
BRETONNES,
DEFENDRE L'OUTIL DE
TRAVAIL DES
PAYSANS
OU LES INTERETS
DES PROMOTEURS ?

VEUT-ON ENCORE
PARLER
D'ENVIRONNEMENT
EN BRETAGNE ?



L'affaire de Roc'h-al-Lazh (Le Grand Rocher) a éclaté le 15 novembre 1977, jour où a paru notre communiqué dénonçant un projet de construction de 15 pavillons à moins de 100 mètres d'un site classé et de la mer, dans une zone restée jusqu'ici naturelle.

Ce fut l'étonnement général tellement ce projet était resté discret. On croyait — à tort — le secteur bien protégé à cause de la proximité du site classé de Roc'h-al-Lazh. Et aux particuliers qui voulaient construire là, on répondait : « C'est une zone non-aedificandi ». Pourtant le permis pour un lotissement à Park-an-Aod, signé du Préfet le 16 novembre 1976, semble inattaquable. Comment est-ce possible ?

Parce que le Plan d'Occupation des Sols a été habilement fait. Le secteur a été placé dans les zones ND qui « sont, dit le P.O.S., à protéger tant en raison des sites qu'elles contiennent en bordure du littoral que des espaces boisés qu'elles renferment ». Y sont interdits lotissements et groupes d'habitations. Mais ensuite le P.O.S. prévoit des dérogations, en particulier dans les secteurs NDd — dont 11 hectares près de Roc'h-al-Lazh — où « sont autorisés... les groupes d'habitations individuelles réalisées dans le cadre d'un plan de masse d'ensemble établi par un homme de l'art qualifié... d'une unité d'architecture s'intégrant au site ». Et le tour est joué.

Bien sûr l'architecte se défend au moyen d'une photo-montage qui laisse voir des maisons relativement modestes, « bretonnes », formant un « hameau » noyé dans la verdure. L'angle de vue est bien choisi et le coup d'œil « esthétique ». Il n'empêche que c'est détruire encore un peu plus ce qui reste de zone littorale naturelle, et cela sans aucune

nécessité sinon des intérêts particuliers.

Park-an-Aod c'est un champ de 1 hectare et demi loué à un cultivateur. On lui a proposé de l'acheter pour 210.000 Frs... 11 hectares de terres agricoles sont ainsi menacées. Elles sont loin de tout centre urba-

nisé, à 5 km du bourg et, de plus, sur une pente en amphithéâtre très peu ensoleillé car orientée au Nord-Nord-Est. Bah ! Cela ira toujours pour des résidences secondaires et comme l'a si bien dit un notaire de Plestin : « Que voulez-vous, on manque de terrains en bordure de mer ! »

L'opération, à peine commencée, sera-t-elle menée à terme, vu les protestations qui fusent de partout (1). C'est la C.M.A. qui a acheté le terrain avec son permis et qui se trouve « constructeur-promoteur ». Cette coopérative ouvrière acceptera-t-elle de renoncer, si on lui propose le rachat de Park-an-Aod ? Ce ne sont pourtant pas les chantiers autrement plus utiles aux Bretons qui manqueraient. C'est au département et surtout à la Direction de l'Équipement, grande responsable du P.O.S., de trouver une solution.

Section de Plestin-les-Grèves

(1) Vous pouvez protester en écrivant au Directeur Départemental de l'Équipement - 3, place du Gal de Gaulle - 22000 St-Brieuc.



Vue générale du Roc'h al laz



Mor-bihan : exode saisonnier

Chaque année à cette époque, environ 300 ouvriers agricoles et chômeurs vont rejoindre dans le Nord de la France la main-d'œuvre italienne et portugaise dans les grandes sucreries industrielles.

A Guisriff, Le Faouët et Gourin les travailleurs n'ont pas le choix de travailler au pays !...



Nantes Château-Bougon : le tapioca, industrie de pointe

La Société Tipiak vient d'inaugurer une unité de production qui la place première usine d'Europe de fabrication de tapioca. Implantée à 9 kms de Nantes, cette usine peut produire 3500 tonnes de tapioca par an et conditionner près de 12 000 tonnes de produits, extraits de féculé de manioc importée.



D.R.



Paysans-Travailleurs :

Le lundi 12 décembre, un certain d'agriculteurs parmi lesquels de nombreux bretons appartenant au mouvement « Paysans-Travailleurs » ont investi l'exploitation de Michel Debatisse, président de la FNSEA à Palladuc dans le Puy de Dôme pour protester contre les prises de position du responsable national concernant la taxe de corresponsabilité laitière.



Plomeur : un emblème pour la commune

Le maire de Plomeur dans le Sud-Finistère a proposé au conseil municipal un projet de drapeau pour la commune. Cet emblème jaune et rouge surmonté de trois bonnets rouges porte l'inscription « Torr e benn », nom de guerre du chef de la révolte du papier timbré en pays bigouden.

LOIRE-ATLANTIQUE

SAINT-NAZAIRE : NOUVEAUX LICENCIEMENTS A LA CHAUDRONNERIE

Alors que le démantèlement de la structure industrielle de la Basse-Loire se poursuit (9 licenciements chez Ridoret-Bois à Nantes, où les effectifs ont diminué de moitié en un an, 10 licenciements à l'entreprise Nagat, le dépôt de bilan de la Nantaise de Fonderie, où l'effectif a diminué de 70 personnes en un an, et les inquiétudes chez Paris S.A. ou chez Dubo); on annonce trente-trois nouveaux licenciements à la chaudronnerie de Saint-Nazaire pour le 31 mars prochain. La section syndicale de la C.G.T. déclare qu'elle éprouve les plus vives inquiétudes concernant l'avenir de l'entreprise.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : UN COMMERCE EXTERIEUR DESEQUILIBRE

Dominé dans le secteur des exportations par l'automobile (Usine Citroën de Rennes), le commerce extérieur du département voit son déséquilibre s'accroître: ainsi alors que les exportations n'ont progressé que de 27 % en 1976 par rapport à 1975, les importations ont augmenté de plus de 50 %.

MOR-BIHAN

LORIENT : LE P.S. FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT DE LA FORCE DE FRAPPE I

Le P.S., çà et là, entretient l'ambiguïté sur ses positions à l'égard de l'arme atomique française, là où il croit y trouver son intérêt électoral il est plus franc. Ainsi son candidat à la députation à Lorient, Jean-Yves Le Drian a-t-il récemment répondu à la question :

— **Position du P.S. sur l'arrêt de la construction du 6^e Sous-Marin Nucléaire ?**

J.-Y. Le Drian : « Le P.S. est pour la construction immédiate de ce 6^e Sous-Marin, faute de quoi, il n'y aura pas de dissuasion nucléaire nationale crédible ».

Le virage de la gauche française est total : elle défend des positions militaristes parfaitement gaullistes, celles-là même qu'elle qualifiait de « criminelles » il y a dix ans...



FINISTERE

PONT-L'ABBE : L'ECOLOGIE BAFOUEE PAR UN NOTABLE.

Le Docteur Bénard, maire de Pont-L'Abbé, personnalité très influente dans le pays bigouden se permet de passer au-dessus des règlements pour mener à bien et comme il l'entend sa politique de gestion dans sa commune. Il ne se gêne nullement pour solliciter directement le préfet lorsque l'administration grimace.

C'est pour ces raisons et au mépris des règlements d'urbanisme que le maire de Pont-l'Abbé a accepté le permis de construire pour une de ses relations avant de le transmettre au service de l'équipement. Ce permis de construire concerne une habitation dans les marais de Pouldon, site particulièrement riche par sa végétation et sa faune.

Malgré le veto de l'équipement, la préfecture a tranché en faveur du maire... Alors que le bord de mer est déjà actuellement saturé de résidences secondaires, verra-t-on bientôt du pays bigouden proliférer dans les marais des habitations sur pilotis? Telle semble être en tout cas la logique du maire de Pont-l'Abbé dont la politique aboutit au massacre délibéré d'un élément essentiel de notre cadre de vie : la nature.



Le Peuple Breton

COTES-DU-NORD

LANNION : BRADERIE DE L'ENTREPRISE SOCOTEL

L'administration des P.T.T., en complicité avec les grands groupes de l'industrie des télécoms, a décidé la braderie de la Socotel « hommes et machines ».

La C.F.D.T. fait remarquer que cet outil est valable, il donne du travail à une centaine de travailleurs ; le supprimer, c'est supprimer 100 emplois de la Z.I.L. auxquels il faut ajouter la sous-traitance et en particulier l'atelier protégé.

Dictionnaire breton-français des expressions figurées

Ce dictionnaire épuisé depuis plus d'un an vient d'être réédité à la librairie bretonne Giraudon. Ce document se singularise par le fait que tous les vocables sont donnés dans leurs contextes habituels, dans des phrases complètes prises sur le vif dans les conversations quotidiennes des paysans et des marins bretonnants.



Camaret : un port qui se meurt

Pendant longtemps premier producteur de langoustes sur le plan hexagonal, ce petit port finistérien agonise aujourd'hui. Seul trois navires camarétois pêchent encore la langouste mais le produit de la pêche est débarqué à Marseille. A Camaret il n'existe plus de fabrique de conserve ni d'atelier de salaison ou de séchage pour les quelques chalutiers qui restent et qui doivent donc débarquer leurs apports à Douarnenez...



Plonévez-du-Faou : le remembrement en question

Depuis le samedi 10 décembre, trois agriculteurs de Plonévez-du-Faou observent une grève de la faim. Ils entendent ainsi protester contre le remembrement de leur exploitation d'environ 25 ha pour laquelle la commission de remembrement leur attribue des terres et prairies inondées en échange de leurs bonnes parcelles.



Mellac : créations d'emploi dans la confection

La société Atex spécialisée dans la confection va s'installer à Mellac, commune de 1600 habitants. Cette activité peut employer 150 personnes, essentiellement des femmes recrutées dans le pays.

Espérons que cette société redonnera le blason du textile en Bretagne trop connu pour ses manifestations anti-syndicales et ses bas-salaires.

La vie de l'U.D.B.

L'ARGENT DES ELECTIONS

Pierre Fourel, le trésorier national de l'U.D.B. vous l'a dit dans le précédent numéro de ce journal : le budget des dix-sept candidats U.D.B. sera, au total, voisin de celui consacré par chaque candidat de la majorité, par circonscription. Par rapport à certains candidats nos moyens seront 50 à 100 fois plus faibles, sans compter l'accès impossible aux moyens audio-visuels de l'Etat français.

C'est une campagne de pauvres qu'ont entamé nos candidats. C'est une campagne à l'image de notre peuple ; c'est aussi une campagne de dignité.

Vous, lecteurs du Peuple Breton, vous pouvez nous aider ; vous apporterez votre souscription en envoyant votre contribution à la lutte de l'U.D.B.

Je soussigné _____ souscris pour les législatives 78
une somme de 20 F
50 F
100 F
supérieure

Les souscriptions resteront anonymes ;
seul leur total sera rendu public.

MEETING A RENNES

C'est le samedi 21 février, en soirée, dans la salle des Lices à Rennes que l'U.D.B. organise son meeting national. Tout sera mis en œuvre pour que cette soirée, qui bénéficiera d'une partie artistique soit un

succès pour notre parti et pour la Bretagne. Des cars partiront dans l'après-midi des diverses fédérations de l'U.D.B., de Bretagne et de l'émigration. Une date à retenir d'ores et déjà !

A NOS LECTEURS DE LA REGION DE CARQUEFOU- STE LUCE - THOUARE - MAUVES

Pour le renforcement de la cellule U.D.B. de Ste-Luce-Carquefou et l'implantation du parti dans le canton de Carquefou-Thouaré-Mauves, nos sympathisants peuvent prendre contact avec :

Henri Poulain
Ecole Publique
Rue Jules-Ferry
Ste-Luce sur Loire

ou

Alain Olivier
21, Hameau des Bocages
Ste-Luce (Tél. 77.13.54)

CONTACTEZ NOS CANDIDATS A LORIENT

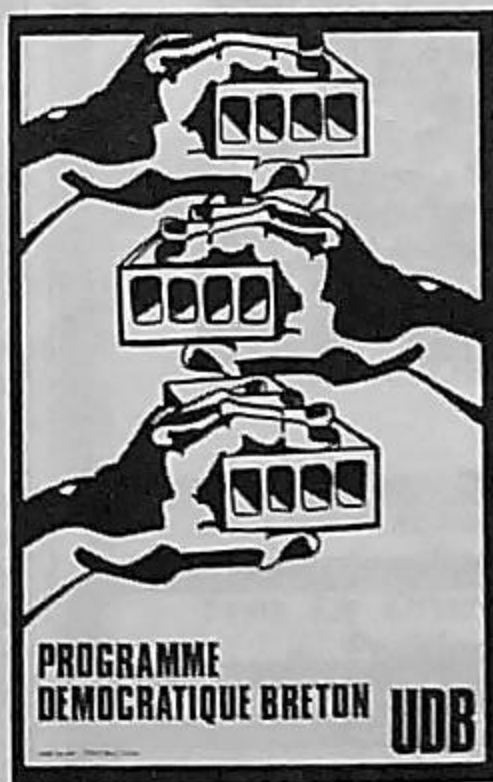
Pour tout contact avec nos candidats à Lorient (Joël Guégan et Yannick Quénéhervé), pour toute proposition d'aide matérielle... morale... ou financière, adressez-vous à :

U.D.B. Lorient
B.P. 203
56102 Lorient

LE "P. D. B."

C'est le texte sur lequel notre parti se bat actuellement, et le fera dans les mois à venir. Après avoir longtemps dénoncé, l'U.D.B. aujourd'hui propose. Après avoir imposé des analyses et des slogans longtemps décriés et aujourd'hui repris, l'Union Démocratique Bretonne expose son projet à court terme, explique ce qu'elle exigera, dès le mois de mars prochain, si la gauche l'emporte aux élections.

Le « Petit Livre du Peuple Breton » est en vente 5 F auprès des militants de l'Union Démocratique Bretonne ou au journal, en joignant 1,70 F de plus pour frais d'envoi.



"MEIN-HARZ"

LUTTE CULTURELLE
LUTTE POLITIQUE



MEIN HARZ

Le numéro quatre de la revue théorique et de formation de l'UDB est paru fin décembre. Son thème : « Lutte culturelle - Lutte politique ». A lire par tous ceux qui s'intéressent à la culture bretonne, à sa sauvegarde et à son développement. A lire par tous ceux que préoccupe l'articulation du combat social et politique avec celui d'une langue en déshérence, d'une histoire niée.

Les numéros 2 et 3 de Mein-Harz (jalons) qui ont pour thème « Nationalisme et Lutte de classes » sont encore disponibles. Chaque numéro est vendu 10 F par :

U.D.B.
B.P. 304
29273 Brest-Cédex

SAINT-MALO



Henri GOURMELEN

Les militants de la Fédération de Rance-Penthièvre présentent dans la 6^e circonscription d'Ille-et-Vilaine les camarades Henri Gourmelen, responsable fédéral, et Joël Martini, conseiller municipal de Saint-Malo.

Dans une conférence de presse qui a suscité de « vives réactions » l'UDB définissait St-Malo comme « la capitale du chômage et du tourisme de luxe ». Des exemples ? Le nouveau et onéreux port de plaisance dont a hérité la municipalité de gauche et la lutte de 2 ans des travailleurs de l'ex-Siccna pour défendre leur outil de travail et leur droit de vivre dans leur pays ; les milliers de résidences secondaires et l'usine Actime occupée depuis un an.

Le chômage dans la région malouine bat tous les records. En octobre 1977, dans le secteur privé, le taux de chômeurs était de 16,61 % ! (13,09 % pour la Bretagne ; 9,14 % pour l'hexagone). Parmi ces chômeurs, 26 % sont des jeunes de moins de 25 ans.

Dans l'arrière-pays l'exode continue : le canton de Pleine-Fougères a perdu 760 habitants entre les deux derniers recensements. Le chômage y sévit aussi tristement : 68 suppressions d'emplois rien que pour la petite ville de Combourg.

Face à cette situation que veut l'UDB ?

— Défendre les emplois existants : mécanique, chantiers navals, pêche.

— Défendre l'agriculture familiale victime du Marché Commun capitaliste.

— Créer des emplois.

• en développant le secteur agro-alimentaire (poisson, légumes de la zone maraîchère, lait et viande)

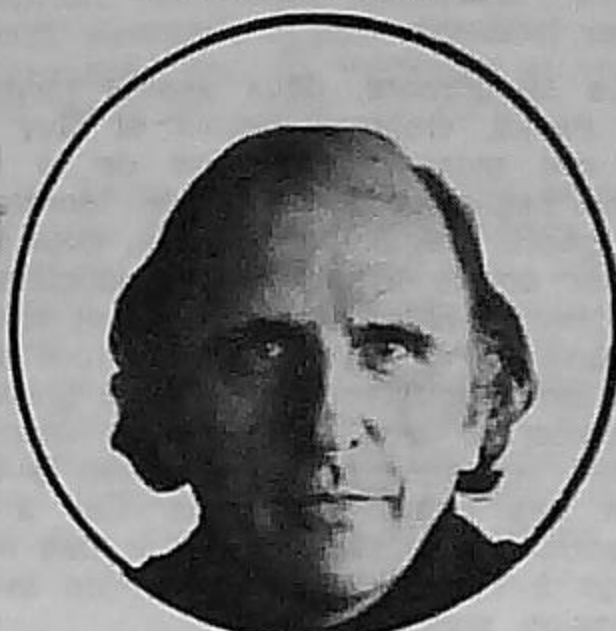
• en industrialisant ce qui ne peut se faire sans un port moderne et puissant

• en relançant l'industrie du bâtiment grâce à la construction de logements sociaux.

— Interdire la spéculation, le mur de béton sur la côte.

— Permettre l'épanouissement de la personnalité bretonne du Pays Gallo.

LORIENT



Joël GUEGAN

LE CANDIDAT :

Joël Guégan, 43 ans, marié, 2 enfants, professeur de physique au Lycée Dupuy de Lome à Lorient. Ancien président de la Jeunesse Etudiante Bretonne (en 1955, à une époque où la Bretagne n'était pas à la mode !...).

Ancien membre du bureau politique de l'U.D.B. Conseiller municipal de Lorient depuis 1971 (premier conseiller U.D.B. dans une ville bretonne). A obtenu 6,7 % des voix au cantonales de 1973 à Lorient — 10 % des voix de la gauche — meilleur score de l'UDB à l'époque).

LE SUPPLEANT :

Yannick Quénéhervé, 24 ans, célibataire, ouvrier métallurgiste ; délégué syndical.

Membre du bureau de la fédération UDB du Pays de Lorient pendant 3 ans. Tête de liste aux dernières municipales à Lanester.

Nous abordons cette campagne avec optimisme. En effet, les électeurs du pays de Lorient ont montré depuis longtemps qu'ils savaient faire preuve de réalisme. Dès 1967 (un an avant certains événements), ils avaient rejeté le candidat Messmer, malgré tous les chantages de sa campagne.

Cet exemple de dignité devant la droite a été repris à diverses occasions sur l'ensemble de la Bretagne. Pourquoi, en mars 1978 les électeurs du pays de Lorient ne montreraient-ils pas à nouveau l'exemple ? Ils ont donné à l'UDB :

— son premier conseiller municipal en 71

— son meilleur score aux cantonales en 73

— son soutien inespéré à la seule liste complète de l'UDB aux municipales 77 à Lanester.

La meilleure façon pour eux de poser avec force le problème serait pour eux d'élire un des premiers députés UDB !

Dès maintenant, n'oubliez pas qu'un appui franc... se mesure en francs. U.D.B. Lorient, BP 203, 56102 Lorient-Cédex.

DOUARNENEZ



Jean-Alain LE GOFF

Dans la circonscription de Douarnenez nous nous battons contre l'usurpateur (1) : le petit homme de Wattignies. Contre ce débarqué dont la mission semble être de masquer au peuple la situation réelle de l'économie du secteur. Contre ce personnage qui attache à son nom une loi récemment votée par le parlement : la Loi Guerneur !

Que peut-il revendiquer par ailleurs ? Nous avons cherché en vain et pourtant chez nous que de bonnes causes à défendre qui auraient dû précéder dans ses préoccupations cette loi de « liberté » qui ne peut s'exercer que si demain il existe encore des enfants bretons dans cette circonscription !

Qu'a fait notre « gouverneur » (2) pour enrayer l'exode et la désertification de notre pays ? Rien.

Que nous amène-t-il en prime ? Le spectre d'une centrale nucléaire à Plogoff, celui d'un barrage géant à Ti Ouron, du béton et des canons sur nos plages.

Contre cette politique de bonimenteur J.A. Le Goff, 35 ans (enseignant, domicilié au Juch, 3 enfants) et Janine Ansquer, 29 ans, agricultrice à Plozévet, feront la preuve qu'ici la défense réelle du pays ne passe pas par l'atome et l'armée mais bien par :

- l'arrêt de l'hémorragie humaine
- la promotion du métier de la mer et de la terre
- le développement des industries annexes de transformation
- l'organisation d'un tourisme démocratique conçu dans un ensemble économique équilibré...

(1) Guerneur à Lille en 1968 :

« C'est comme pour moi. Tout le monde dit que je suis Breton ; c'est faux : je suis né à Wattignies ».

(2) A quelques jours du premier tour des législatives de 73, M. Guerneur obtient (par pression ?) le retrait d'un candidat centriste, qui dans un tract exprime alors sa déconvenue ainsi : « La Bretagne n'est pas une colonie : elle n'a pas besoin de gouverneur ! ».

LA LUTTE DU PEUPLE KANAK

Depuis qu'elle a « accordé » l'indépendance à Djibouti, la France se drape dans sa dignité d'ex-puissance coloniale pour tenter de nous faire croire qu'elle est devenue le plus solide garant du droit des peuples. L'ignoble complaisance à l'égard de la mascarade de Bangui, comme l'intervention armée contre le Polisario, nous ramènent à une plus saine vision des choses. Mais par delà les humeurs de la grande presse, qui filtre l'événement pour n'en retenir que ce qui l'intéresse, il faut se souvenir que le démembrement de l'empire colonial français a laissé subsister ici et là des peuples et des pays, oubliés de la décolonisation, qui en conséquence font aujourd'hui partie, bon gré mal gré, de la France Eternelle. Certains événements récents bien que soigneusement cachés, viennent éclairer cette réalité criante.

Répression en Nouvelle-Calédonie

Le 8 octobre dernier, une manifestation était organisée à Nouméa à l'appel des partis et organisations favorables à l'indépendance, des étudiants et des groupes chrétiens, pour informer le peuple de la lutte des étudiants et soldats néo-calédoniens à Paris qui revendiquent le droit de gérer leur foyer.

Cette réunion pacifique qui se déroulait dans un jardin public de Nouméa fut rapidement interrompue par la police, en l'occurrence des CRS, qui, après avoir cerné les manifestants, chargèrent à la matraque sans même leur laisser le temps de se disperser.

Il y a eu plusieurs blessés dont le leader du Front Uni de Libération Kanak (FUL) Yann Celene Uregei, membre de l'Assemblée Territoriale. Matraqué pendant plus d'une centaine de mètres, il a été frappé 3 fois au visage : le nez cassé, il a dû passer trois jours à l'hôpital. Bon nombre de dirigeants et de militants du Palika (Parti de Libération Kanak) ont été sauvagement battus. Un des leaders du Palika, Dewe Gorodey put s'enfuir en voiture, mais fut poursuivi à travers les rues de Nouméa jusqu'à ce qu'il puisse se réfugier dans une maison et échapper ainsi à l'acharnement des C.R.S.

Deux militants du Palika, Bernard Gambey et Henri Bailly, ont été arrêtés et inculpés de rébellion. Gambey risque plusieurs mois de prison.

Le 16 octobre, deux jeunes militants du Palika, Georges Nemia et Guy Kaloi ont entamé une grève de la faim dans l'église protestante de Moutravel, un ghetto Kanak de Nouméa, pour protester contre la régression policière et soutenir la lutte des étudiants et soldats Kanaks à Paris. Des meetings ont alors été tenus pour accompagner la grève et informer le peuple des luttes menées, dans l'église de Moutravel, avec le soutien des pasteurs Kanaks. Car il est désormais impossible de tenir des meetings à l'extérieur en raison de la répression policière.

Pour l'indépendance

Cette tendance croissante est aussi le résultat d'une prise de conscience qui ne cesse de se développer depuis quelques années en Nouvelle-Calédonie, et particulièrement depuis plusieurs mois, sans l'impulsion d'un certain nombre de partis ou d'organisations.

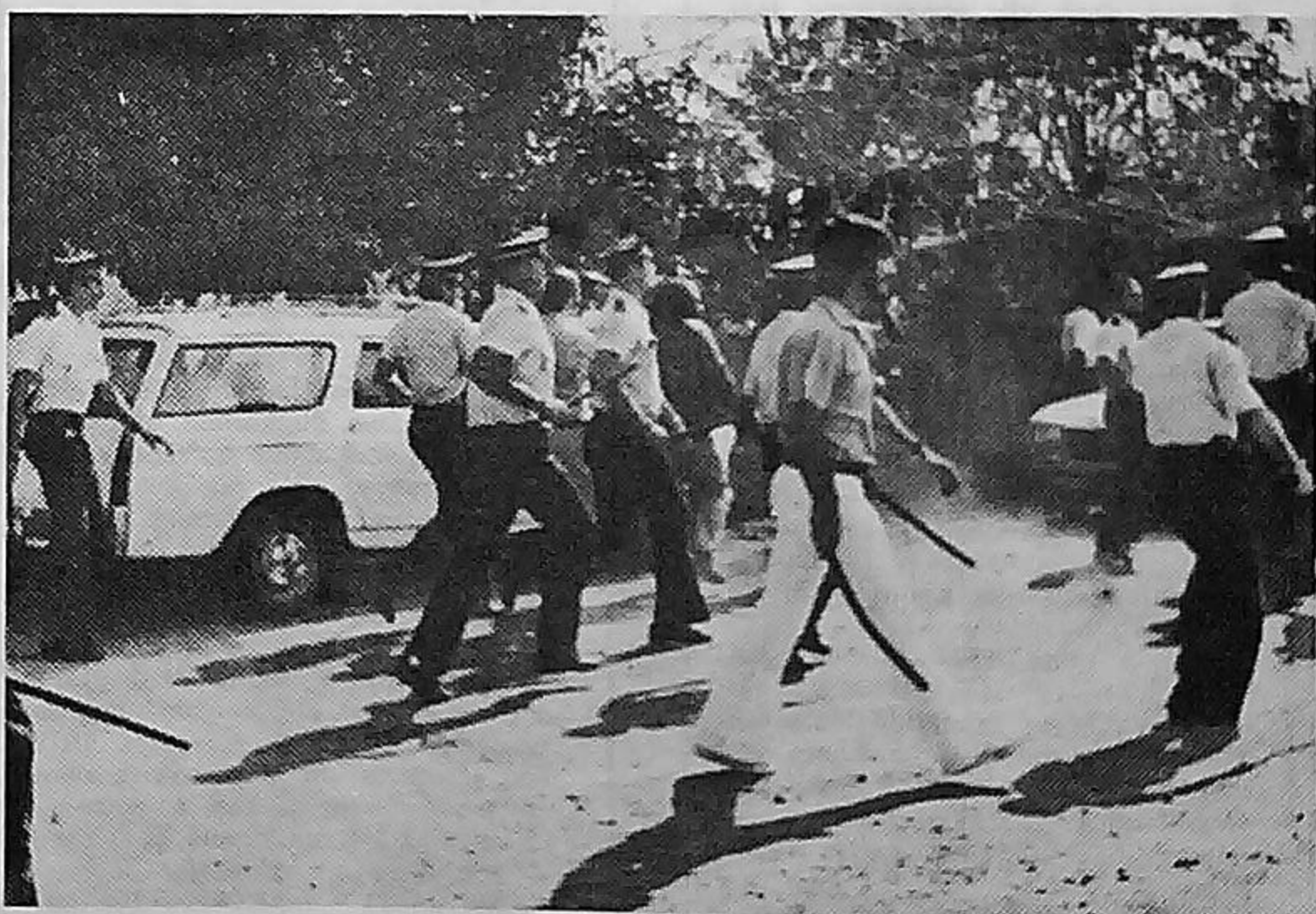
Parmi ceux-ci, le Palika lutte pour l'indépendance et la libération nationale du peuple Kanak mélanésien de Nouvelle-Calédonie. Il se consacre à développer la conscience politique du peuple Kanak et cherche en même temps à éviter toutes les provocations qui pourraient

servir de prétexte au pouvoir colonial français pour lancer une dure vague de répression.

Le Palika a été actif en particulier en soutenant les luttes du peuple Kanak pour obtenir la restitution des terres confisquées par les colons blancs. Cette lutte s'est traduite par un certain nombre d'occupations de terres.

Au cours de la première occupation à Amoz, sur la côte est de l'île au début de 1977, la population a contraint l'administration coloniale française à racheter la terre disputée à un colon, Devillers et à la restituer au peuple. Les manifestants ont alors demandé une compensation pour les 27 années pendant lesquelles Devillers a nourri son bétail sur cette terre.

Le 1^{er} août la population de Ponebo sur la côte nord-est, a occupé la terre d'un autre colon, Pillot. Le 30 juillet a eu lieu une autre manifestation des habitants de Poyes sur la côte est, pour obtenir la restitution de la terre occupée par le colon Toyon. L'occupation fut lancée le 1^{er} octobre, cependant trois brigades de gendarmerie et 50 gardes mobiles entourèrent la propriété Toyon, tandis que les autres colons français se rendaient en armes à la ferme Toyon. Après discussion, les manifestants déci-



8 octobre 77 : CRS et colons français se lancent à l'assaut des Kanaks.

Cliché East Timor News

VANUAAKU = INDIPI

dèrent de ne pas tomber dans le piège qui leur était tendu par la police et les colons et arrêterent l'occupation. La situation demeure cependant tendue car les gendarmes restent sur place pour protéger Toyon et prévenir une nouvelle occupation.

Cette tension s'accompagne d'une poussée de la revendication pour l'indépendance. Ainsi lors des dernières élections à l'Assemblée Territoriale, les partis soutenant l'indépendance ont obtenu



Cliché East Timor News

Yann Uregei, leader du F.U.L.K., après le matraquage du 8.10.1977

16 000 voix sur 46 000. Le Fulk a obtenu un siège, tandis que l'Union Calédonienne en obtenait 9 (L'U.C. est un parti modéré qui réclame l'autonomie, comme étape de transition vers l'indépendance). Le Palika, créé seulement en mai 76 a obtenu près de 3 000 voix et 2 sièges sur les 35 que compte l'Assemblée Territoriale.

Stratégie coloniale de la France

Au fur et à mesure que la revendication nationale s'organise et se développe, l'administration coloniale et les colons français utilisent de plus en plus la force pour tenter d'enrayer la spirale de la prise de conscience, qui inévitablement conduira le peuple Kanak à l'indépendance.

Les troupes françaises ont été considérablement renforcées dans l'île. Cette présence militaire se traduit souvent par des provocations comme celle qui s'est produite lors de la démonstration du 30 juillet: comme par hasard l'armée française manœuvrant à proximité de la plantation. Déploiement de troupes, salves d'armes automatiques, ballets d'hélicoptères: rien n'était oublié pour intimider la population.

Le peuple Kanak doit donc mener une lutte qui risque d'être de plus en plus dure. Il faut savoir en effet que les colons français, les fonctionnaires et les policiers sont au nombre de 50 000, presque autant que la population kanak, sans compter diverses minorités (10 000 environ: tahitiens, wallisiens, indonésiens, vietnamiens, néo-hébridais) venues des autres îles du Pacifique et travaillant dans les mines de nickel.

Car l'une des raisons de la présence française dans cette île lointaine, c'est le nickel, cet or blanc qui alimente l'appétit de la puissante Société Le Nickel (S.L.N.), autrement dit le Baron Guy de Rothschild. Ce trust représente en effet à lui tout seul 98 % des exportations de la Nouvelle-Calédonie et l'on comprend d'autant mieux quelle peut-être l'emprise de cet énorme monopole sur la vie politique de la petite île.

La seconde raison du réflexe colonialiste français et du recours à l'armée, c'est la situation stratégique de la Nouvelle-Calédonie compte tenu des impératifs de la force de frappe française, et de la nécessité d'avoir des bases militaires et navales dans cette partie du globe. Sans doute est-ce là également la raison de l'intervention militaire française à Vanuaku (Nouvelles Hébrides) où en dépit des démentis officiels de la France, il se confirme que plus de 50 gendarmes mobiles sont déjà arrivés (en civil!) à pied d'œuvre! Ceci n'est évidemment que l'avant-garde d'une force d'intervention comprenant paras et hélicoptères que l'Etat français s'apprête à envoyer là-bas avec l'accord du gouvernement britannique, étant donné que les Nouvelles Hébrides sont « administrées » (autrement dit colonisées) par un condominium franco-britannique.

Cette nouvelle escalade correspond là aussi à l'action des forces nationalistes (le Vanuaku Pati). Celles-ci viennent de former un gouvernement provisoire (clandestin) qui administre d'ailleurs déjà un certain nombre d'îles dans l'archipel, dont l'administration coloniale est totalement absente.

La convergence de ces faits nous conduit à insister sur cette permanence des oubliés de la décolonisation qui ont toutes les chances de connaître cette même situation désastreuse tant que des intérêts capitalistes français seront en jeu, et tant que ceux-ci bénéficieront du rapport de forces qui leur permet finalement de diriger la politique française à leur profit. L'agression française du Sahara occidental procède du même phénomène, si l'on veut bien comprendre à qui profite le minerai de fer de Zouérate. Même si l'opinion publique, savamment conditionnée, ne s'en rend pas toujours compte, il faut décidément reconnaître que le colonialisme français se porte bien.

Hervé Grall.

Peuples du monde

VIET-NAM

Message de la Rédaction du journal « vietnam » au Responsable des Relations Internationales :

Cher Camarade,

A l'occasion du 60^e anniversaire de la grande Révolution Socialiste d'Octobre, veuillez agréer nos saluts de solidarité les plus chaleureux et nos meilleurs vœux de bonne santé, de bonheur et de pleine réussite dans le travail, à vous personnellement et à tous les camarades de l'Union Démocratique Bretonne.

EUZKADI

En novembre dernier, EHAS a décidé de présenter des candidats aux élections législatives de mars 78 dans les deux circonscriptions qui correspondent au Pays Basque nord. Sur la côte basque le candidat est Manex Goyhenetche, que nos camarades connaissent bien et sa suppléante Augustine Massiguge. Dans le Pays Basque intérieur il s'agit de Battite Larçabal qui est également venu en Bretagne à l'occasion du dernier congrès de l'U.D.B., son suppléant étant Manex Lanatua.

Ces candidatures « abertzale » socialistes pour l'autonomie du peuple basque, traduisent la volonté de nos camarades d'EHAS de porter aussi sur le terrain électoral, la lutte qu'ils ont entamée voici seulement quatre ans. Bravo et bon courage !

AFRIQUE AUSTRALE

Les massacres des réfugiés du Zimbabwe au Mozambique, les assassinats et l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie. Telles sont les réalités quotidiennes auxquelles sont confrontés les militants et les résistants d'Afrique australe.

Nous rappelons à nos lecteurs que l'U.D.B. a créé un Fonds de Solidarité à la lutte des Peuples d'Afrique Australe, et que vous pouvez y participer en adressant votre contribution (par mandat ou par chèque) à :

Hervé Grall

8, rue Nicolas Labat - 29200 Brest
D'avance merci de votre générosité.

INDENS

NAO!

GRAMSCI EN BÔTOU-KOAT

PAS plus que la langue bretonne, l'histoire du peuple breton n'a encore obtenu la place qui lui revient dans l'enseignement, et ce n'est pas un hasard. De tout temps, les dirigeants de la France jacobine et bourgeoise ont su qu'en déniaient aux Bretons le droit à la connaissance de leur passé, ils les privaient ainsi d'un instrument d'analyse indispensable pour comprendre les mécanismes du sous-développement actuel de leur pays, et cette ignorance affaiblit gravement les luttes quotidiennes menées contre l'exploitation capitaliste et les surprofits coloniaux estorqués à des travailleurs sans cesse menacés par le chômage dans ces usines-pirates qui forment la clé-de-voute de « l'industrialisation » de la Bretagne sous la V^e République.

Aussi le dernier livre de Yannick Guin est-il important pour combler les carences et les silences d'une production historique sans grande valeur scientifique, toute imprégnée d'une idéologie passéiste et régionaliste, que l'on donne en pâture aux touristes et aux Bretons désireux de connaître leur histoire. Hormis quelques heureuses exceptions comme l'*Histoire de la Bretagne* d'ar Falz ou le Musée de Rennes, il faut bien convenir que peu de choses ont été faites dans ce domaine de la vulgarisation historique sérieuse.

Yannick Guin a le grand mérite de remettre en place des faits méconnus et de balayer beaucoup d'idées reçues. Des grèves ouvrières dures ponctuent toute l'histoire de la Bretagne depuis Fougères, avant la guerre de 1914, jusqu'au dernier conflit de la navale à Nantes. Et les patrons de choc utilisent depuis aussi longtemps la force brutale pour les briser : le 1^{er} janvier 1925 le maire communiste de Douarnenez qui soutient les ouvriers grévistes est abattu de plusieurs coups de feu par les nervis du patronat. Ces pages sombres ne sont pas cachées d'un voile pudique : c'est vrai que les petits paysans bretons désorientés par la crise de 1929 ont largement suivi le démagogue Dorgères dont les émules seront Pougade et Nicoud.

Quelques pages bien senties rappellent utilement à certains que le Breiz Atao d'avant-guerre était bel et bien un mouvement nazi comme tant d'autres en France et en Europe. Mais sait-on que les deux premiers bateaux armés pour ravitailler les républicains espagnols en lutte contre Franco s'appelaient le Plo-bannalec et le Trégastel ?



Douarnenez : distribution de vivres à la mairie pendant la crise de la pêche au début du siècle

Pour la masse des faits qu'il fournit, le livre de Yannick Guin est d'une lecture indispensable ; leur interprétation est plus sujette à caution. Reprenant des concepts élaborés par le dirigeant communiste italien Gramsci pour analyser le développement du capitalisme au détriment du Mezzogiorno (le sud), Guin les plaque sur la société bretonne. Pour Gramsci, l'explication historique du sous-développement du Sud réside dans un jeu d'alliances subtiles entre un « bloc urbain » dominé par la grande bourgeoisie du nord et un « bloc agraire » dirigé par les grands propriétaires fonciers du sud. Aux premiers l'industrie, aux autres les profits d'une rente agricole qui laisse la paysannerie du Mezzogiorno dans un état de détresse économique incroyable.

L'ennui c'est qu'en Bretagne les choses sont beaucoup plus complexes : la faiblesse de la bourgeoisie industrielle, sauf dans la région nantaise, n'est-elle pas reconnue par

l'auteur lui-même page 114 quand, parlant de l'essor du capitalisme, il ne trouve à Brest qu'un grand port militaire, « spécialisation renforcée en 1830 par la création de l'école navale » et un bague (bizarres industries !) et à Rennes qu'une ville de robins entourée de bourgs ruraux pratiquant une industrie textile sur le déclin... Drôle de capitalisme incapable de trouver dans la région la majorité de ses chefs d'entreprises, même dans les conserveries du sud-Finistère ! Inversement, comment mettre dans le même sac (ou plutôt dans le même bloc) tous les paysans bretons quand on sait que certains furent chouans et d'autres républicains de 1937, quand on voit le socialisme déjà présent dans les campagnes du Trégor avant 1914 tandis que le Léon demeure « la terre des prêtres », un fief blanc, repaire de monarchistes plus ou moins reconvertis à la République ? Le petit paysan pauvre qu'était Tanguy-Prigent et Alexis Gourvenec sont-ils du même monde ? Evi-

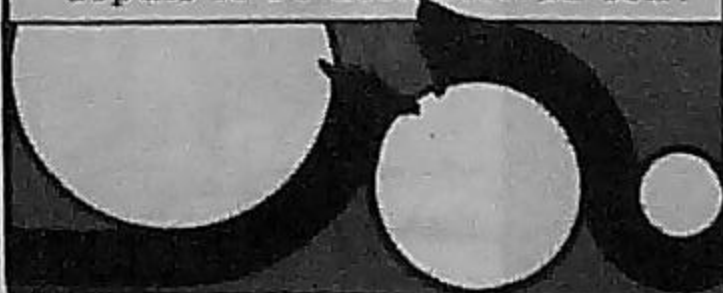
demment non. Guin le reconnaît volontiers, mais alors comment parler d'un « bloc agraire » ? Les analyses sont bien fragiles et trop réductrices, trop simplificatrices, voire trop simplistes : le matérialisme historique proclamé se transforme en un jeu de l'esprit, une mécanique qui sonne creux.

Et ce qui n'est pas dit révèle mieux encore les limites de cette première tentative d'interprétation marxiste de l'histoire de la Bretagne : que les grandes routes du duc d'Aiguillon au XVIII^e et les chemins de fer au siècle suivant longent les côtes, brisant ainsi toute possibilité de création d'un marché breton unifié, coupant le pays en deux parties très mal reliées par quelques pauvres transversales, n'est-ce pas là l'affirmation de la vocation militaire de la Bretagne ? Il faut d'abord relier à Paris les arsenaux de Brest et de Lorient. L'économie bretonne viendra après. Et c'est quand même incroyable que pour un historien marxiste conséquent les développements sur l'économie se limitent à quelques indications générales : en approfondissant ces analyses, n'aurait-il pas découvert que les rapports inégaux qui régissent les relations entre le capitalisme français et cette zone périphérique qu'est pour lui la Bretagne prennent bien souvent la forme de rapports coloniaux ?.. Mais il est vrai que le sous-titre de ce livre est : « contribution à une critique de l'idéologie nationaliste ». Alors l'U.D.B. nationaliste ? On attend avec intérêt les faits à l'appui de ces attaques voilées, ou une mise au point nette : Yannick Guin, malgré tous ses défauts, mène semble-t-il un combat proche du nôtre et le peuple breton n'a rien à gagner à de fausses querelles. Les ouvriers de l'histoire vraie sont si peu nombreux à la tâche...

Jean-Christophe Cassard

Guin Yannick, histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours, Paris, Maspéro, 1977.

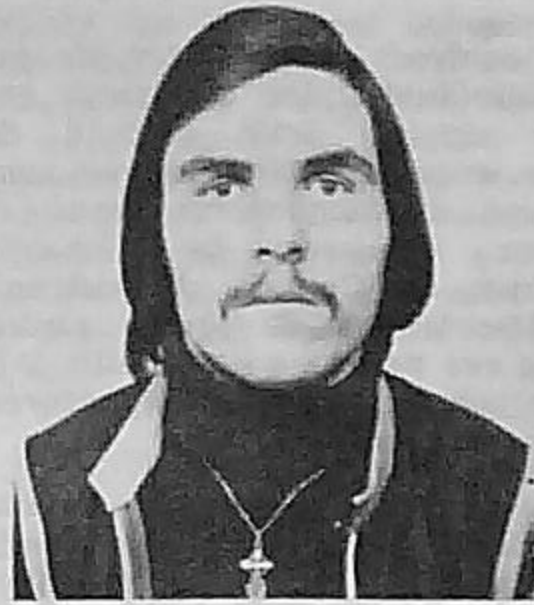
Ce numéro du PEUPLE BRETON a été fabriqué par les ouvriers de l'Imprimerie cornouaillaise qui occupent l'entreprise depuis le 30 décembre au soir.



CHANT D'UN DERACINE

Qu'il est beau ce « chant d'un déraciné ».

Chant de révolte à la gloire des travailleurs opprimés par l'Etat Parisien ; chant d'amour pour une Bretagne qui sera enfin Socialiste et humaine, avec des images d'un Ferré qui vomirait sur Paris, avec une sensibilité remarquable, Erwan Picard, un camarade de l'exil hexagonal nous livre ses réflexions poéti-



Erwan Picard

Le Peuple Breton

ques. Que ceux qui aiment qu'on leur chante la vie avec des mots où la simplicité se mêle à l'humour prennent contact avec Erwan Picard pour commander son recueil :

12, rue Stéphenson - 75018 Paris
Prix de vente : 18,00 F
Frais d'envoi compris.

M.L.V.

POÈME DE L'ILE ET DU SEL

Gérard Le Gouic en 120 courtes strophes un fort beau chant, qu'enrichit encore l'écho des illustrations de René Quéré :

« Ici l'odeur de moisissure près du baptistère, de pierre mélangée à l'eau, de crypte, d'argile vieillie, est comme l'odeur terrestre du corps de Dieu. »

GÉRARD LE GOUIC

POÈME DE L'ILE ET DU SEL



D.R.

G. Le Gouic. Poème de l'île et du sel. Editions Telenn Arvor, 28, place Saint-Corentin, Quimper.



Le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'emigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- Le 14 janvier à **PARIS**
Fest-nos à la mairie du 6^e (rue Bonaparte), organisé par « Ti ar Yaouankis ».
 - Le 15 janvier à **ST-VINCENT-SUR-OUST**
Bal breton à Ti-Kendalc'h, organisé par Ti-Kendalc'h.
 - Le 15 janvier à **FOUESNANT**
Fest-nos à la Maison communale, avec les frères Quéré, Collobert et Péron, Georges Landrin et Petit, les frères Rivière et les Kannerien Brehoulou, organisé par la section U.D.B. du Pays de Fouesnant.
 - Le 28 janvier au **HAVRE**
Fest-nos à la salle François 1^{er}, avec des sonneurs et des chanteurs de la Montagne et un groupe, organisé par la section U.D.B. du Havre.
 - Le 4 février à **SAINT-AARON**
Fest-nos avec les Mirlitantouilles, Marius et Pupuçe, et des sonneurs gallos, organisé par la section U.D.B. de Lamballe.
- à **TOULOUSE**
Fest-nos à l'I.G.C., chemin de la Loge à Empalot, organisé par l'association « An Triskell » au profit de Diwan.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

QUI REPOND AUJOURD'HUI AU PROBLEME

BRETON ?

(suite de la page 6)

combat breton, comme si l'UDB faisait une quelconque référence à cette période. Oui, il peut y avoir des déviations dans la lutte autonomiste ; mais il peut y en avoir dans n'importe quelle lutte populaire. Des autonomistes sont devenus fascistes, soit, mais des communistes aussi (cf. Jacques Doriot). Le risque existe mais pas plus pour l'autonomisme breton que pour le nationalisme français (et les communistes devraient faire attention de ne pas trop s'abreuver aux mêmes sources que Jacques Chirac !). Le moyen de parer à ce risque : construire et développer un parti qui place le combat résolument à gauche ; c'est ce que fait l'UDB, alors il ne faut pas se tromper de cible.



Le Peuple Breton

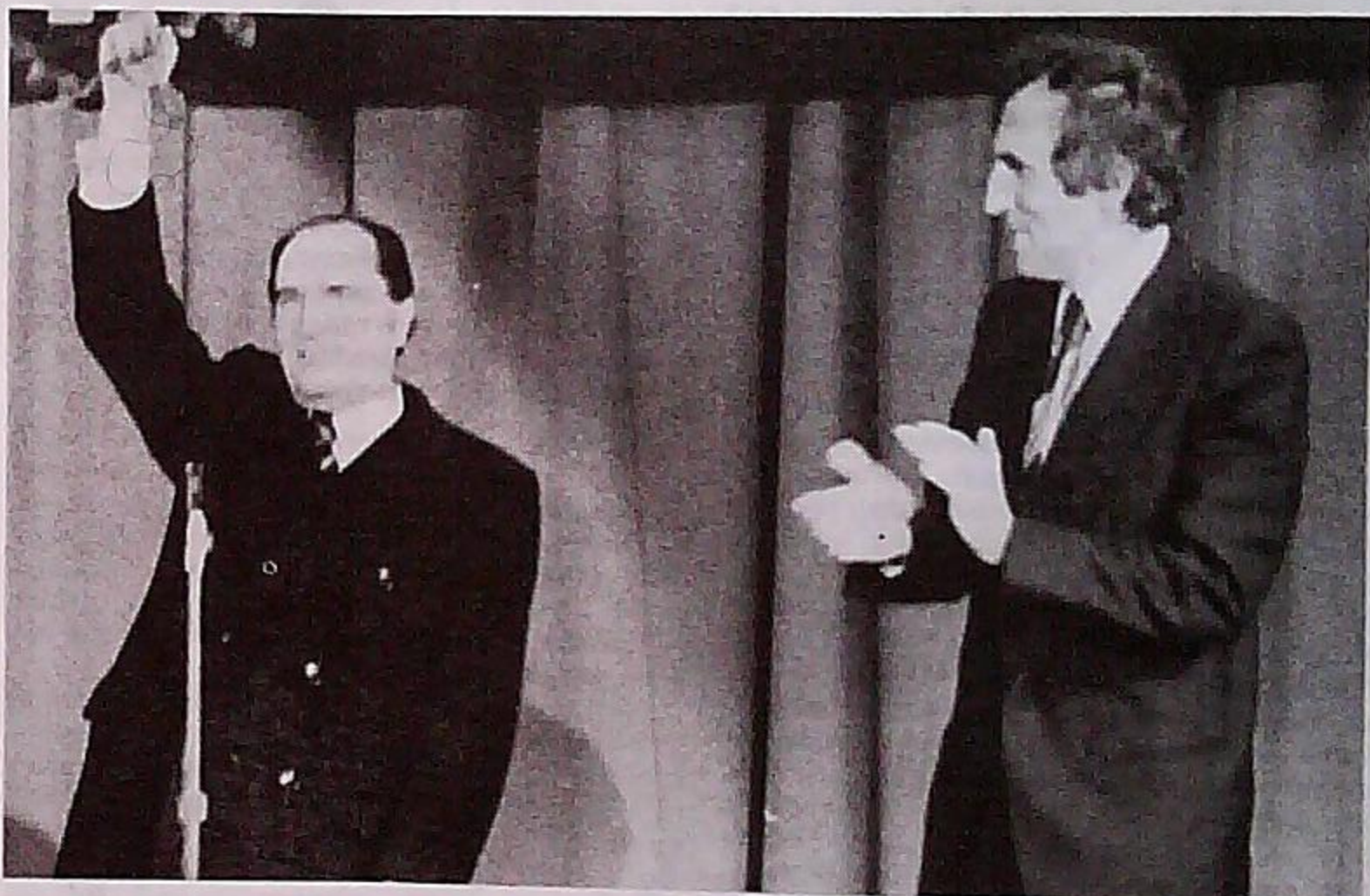
L'autonomie serait-elle synonyme de démocratie au delà des Pyrénées et de fascisme de ce côté ? A Paris, UDB et UPG (Union du Peuple Galicien) défilent côte à côte.

3°) Il n'est pas sérieux de dire que l'autonomie ou le fédéralisme sont réactionnaires. L'Humanité du 30-8-77 : « Rien ne justifie une solution fédéraliste. La recherche de provinces unies au-delà des nations revient à vouloir faire renaître des particularismes déjà dépassés au XVIII^e siècle. Ce régionalisme-là est réactionnaire ». Qui, mais qui, réclame le retour des « provinces » ? Qui voudrait revenir au XVIII^e siècle, avec les aristocrates, les redevances seigneuriales et tout ça ? Y a-t-il même une organisation qui permette au journaliste de l'Huma (Jean George) de faire cet amalgame douteux que n'oserait pas M. Bonnet ? A tout prendre, le « régionalisme » du PCF est plus proche du provincialisme que la libération du peuple breton que propose l'UDB. Les membres du PCF qui se servent de tels arguments semblent être

autant de membres d'une équipe de football qui auraient pour consigne de taper fort dans le ballon, mais pas de viser. Celui qui tape le plus fort et le plus à côté, c'est le capitaine, et c'est Marchais.

4°) Car il est encore moins sérieux, M. Marchais, de dire, en répondant à l'UDB : « En 24 ans vous avez eu 14 ministres bretons et ça n'a rien changé ». (G. Marchais répondant à une question d'Y. Rouger, à Concarneau, en novembre 76) !... Quelle tristesse ! Vous voulez vraiment faire croire que l'UDB revendique des ministres bretons, et faire applaudir vos adhérents là-dessus ? C'est descendre bien bas, c'est se boucher les yeux, et les oreilles, et vouloir boucher ceux de ses amis.

On pourrait chercher d'autres reproches du même type mais il ne s'agit pas ici de répondre à tout mais de montrer la faiblesse générale de l'argumentation du PCF. Cette faiblesse est significative de l'incapacité actuelle du PCF à discuter réellement avec nous. Le PCF préfère souvent caricaturer nos positions et critiquer ensuite la caricature faite, que d'engager le débat : c'est plus facile, mais ce n'est pas politique. Tant qu'il y



Louis le Penec lors d'une visite de F. Mitterrand en Bretagne :

aura blocage au PCF, c'est-à-dire tant qu'il ne remettra pas en cause le cadre français en tant que cadre bourgeois imposé aux travailleurs, les choses resteront ce qu'elles sont, et nous ne pourrions que poser encore plus nettement nos analyses et nos solutions, et à vrai dire, les propositions du PCF, si elles constituent une amélioration incontestable par rapport à l'état actuel, restent très insuffisantes par rapport à la gravité de la situation du peuple breton. Dans son programme de 1971, le PCF ne propose sur le plan financier aucun moyen propre à la région (seulement des crédits du gouvernement français), sur le plan administratif la conservation du découpage arbitraire fait par la droite, sur le plan économique un développement de la « façade atlantique » mais seulement « à partir des pôles existants ». Depuis 1971, il n'y a guère de nouveauté, puisque un numéro de la revue du PCF « Economie et Politique », de juillet-août 1976, entièrement consacré à ce sujet, ne va guère au-delà de ces quelques aménagements

institutionnels, et c'est pourtant une revue de recherche et de proposition. L'analyse est de toutes façons pauvre. Le problème breton est un problème régional comme les autres, comme celui de la région parisienne (hé oui !), et tout cela vient de la crise qui est économique, politique, sociale financière, intellectuelle, morale... et aussi régionale. Aucune réflexion sur l'ancienneté du problème breton, sur son caractère complexe et global. Face à ces insuffisances dans l'analyse et donc dans les propositions, nous affirmons la nécessité de l'existence et du développement de l'UDB.

LE P.S.

Mais au PS, nous dira-t-on, au PS on admet facilement les analyses de l'UDB. Ne disent-ils pas parfois que la Bretagne est une colonie intérieure, que les travailleurs bretons sont surexploités ? Ne dénoncent-ils pas l'émigration, l'étouffement culturel, etc... ? « Ils » ? Certains membres du PS le disent. Mais nous devons faire attention surtout à ce que dit le PS lui-même et non seulement à l'utilisation facile et gratuite que font certains socialistes bretons des idées de l'UDB.

Et, seraient-ils sincères qu'il ne faudrait pas oublier pour autant que « pour un Josselin, un Philippe ou un Le Penec (qui ne comptent guère au PS) il y a bien des Mauroy, des Defferre et des Chandernagor, fervents partisans du jacobinisme », comme nous le disons dans l'édition de novembre 1977 du Peuple Breton. La véritable donnée, c'est celle-là : les positions « avancées » de certains socialistes bretons ne vont pas beaucoup au-delà de leur circonscription électorale ; en tous cas elles ne passent jamais la rampe des instances dirigeantes de leur parti et c'est ce qui est important à considérer : le PS est une organisation française, et ce n'est pas le modeste Bureau Régional d'Etude et d'Initiative Socialiste (B.R.E.I.S.), organisation bretonne du PS, qui pourrait prendre en charge la lutte des travailleurs bretons ; à part un assez joli exemple de récupération par le sigle, il n'est pas grand chose.

Ne nous faisons pas d'illusions : l'étatisme bien français prendra le pas dans

UNIONS C.R.M.

Centre Régional des Mariages

BRETAGNE

12, Quai Duguay-Trouin

Tél. : (09) 79-32-17

35000 RENNES

- Veuve, 48 a., directeur assur., 1,78 m, sport., 7 000 m., renc. D. agréable aimant voyages. Accepte enfants.
- Infirmière, 23 a., seule, jolie, souriante, simple, désire mariage.
- Directeur, 47 a., div. prof., 1,74 m, voit., maison, 7 000 m., dés. mar. D. sincère. Accepte enfants.
- Vétérinaire, cél., 32 a., Imp. revenus, T. B. phys., mil. aisé, franc, sensible, ép. J.-F. sérieuse, b. éducation.
- Nadia, cél., 32 a., médecin, 1,60 m, douce, jolie, dés. mariage H. sérieux.
- Veuve 42 a., S. P., ayany souffert, 1,53 m, affect., soignée, économe, renc. M. sérieux, stable.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• Bretonne, 27 a., niv. bac, C.A.-P.A.M., C.A.P.I.H., B.E.P.C., s.s.1, Monitrice, Directrice de centre de loisirs, formation sténodactylo-correspondancière, 5 ans exp. ds animation enfants et jeunes, ch. emploi à l'année ds Mor-Bihan, préférence Vanne. Etudiera ttes propositions sauf porte-à-porte. Ecrire à : Mme Gisèle Murigneux, Kervadec, 56610 Arradon.

• J.F., 19 a., baccalauréat, désirent préparer B.T. de librairie cherche contrat emploi-formation en Bretagne. Préférence : Région de Rennes. Ecrire au journal qui transmettra. Annonce n° 77.121.

LE P.B. DANS LES CASERNES

Nous avons décidé d'expédier gratuitement *Le Peuple Breton* à nos compatriotes « sous les drapeaux ». Ceux qui, ce mois-ci nous feront parvenir leur adresse militaire recevront le P.B. sans frais jusqu'à la fin de leur service. Prévenez vos camarades.



Radio-UDB

émet de 20 h. à 16 h.

Radio-U.D.B. émet à partir de 20 h le soir jusqu'à 16 h le lendemain.

Vous pouvez écouter le « droit à la différence » en appelant

le 16 (98) 80.18.47

A bientôt.

Diffusant des messages de 3 minutes depuis le siège national de notre Parti,

LE COLIBRI

41, Rue du Professeur Perrin - LORIENT

Bières « GUINNESS » à la pression (pompes irlandaises)



LUCIEN DANIEL

CHEMINÉES - PIERRE DE TAILLE

Le Cognel - GUEHENNO - Tél. 53.01.21

cette confusion. Il suffit de voir certaines déclarations. Pour être honnêtes, nous n'opposons pas Chandernagor à Le Pensec, ce serait trop facile ; nous prendrions un homme du milieu du parti, Michel Rocard qui dénonce dans un discours au congrès du PS de 1977 (reproduit dans la revue « Faire » de juillet 1977) la centralisation française. Très bien ! Mais que propose-t-il à son encontre, il propose de « créer des régions » (souligné par nous). Voilà la technocratie qui revient à grands pas : il ne s'agit pas selon M. Rocard de reconnaître l'existence par exemple du peuple breton et donc de donner à celui-ci des moyens d'existence et de développement, il s'agit de refaire la France, mais du haut, de remplacer une construction artificielle par une autre construction artificielle. Si ce n'est pas du jacobinisme, c'est du parisianisme et c'est aussi dangereux. Et M. Le Pensec lui-même ne va guère au-delà, dans ses propositions qu'une sollicitude plus grande de la part du pouvoir français. C'était le sens de sa conférence de presse du 14 octobre à Rosporden : à aucun moment il ne fut question des richesses et des avantages de la Bretagne et de la possibilité pour les Bretons d'en disposer, ce qui est pour nous le point essentiel.

Si certains socialistes se déclarent proches de nous, de notre analyse, de nos solutions même parfois, il y a bien des contradictions dans la pratique. Les socialistes ont eu trop souvent tendance à ne nous accorder que des strapontins sur les listes municipales, et nous sommes allés dans ces cas au combat avec les communistes (Carhaix, St-Brieuc...). Le PS a fait un congrès en grande pompe à Nantes en juin 77, avec fest-noz et autres bretonneries, mais s'est bien gardé d'y inviter l'UDB, pourtant présente dans la municipalité de gauche à Nantes. Ces attitudes contradictoires sont le reflet du caractère hétéroclite du parti. Et ceci ne nous inspire pas confiance car le PS semble trouver plus d'unité dans sa stratégie que dans ses analyses, et sa stratégie se réduit à la victoire électorale. Ce n'est pas une garantie suffisante pour nous. Le PS entrepose des idées et des adhérents mais sans en faire une construction solide : le PS promet sur beaucoup de points, et s'engage sur peu ; le PS, en ce qui concerne la Bretagne, reprend les analyses de l'UDB (en a-t-il d'autres ?) et en conclut qu'il faut voter PS. Ce n'est pas suffisant. Nous l'avons dit dans le n° 168 du « Peuple Breton » : « Avec une victoire PS, dans un contexte de désunion de la gauche, avec la pression fascisante des bandes à Chirac et de Sanguinetti, on aura tout au plus une gestion de la crise à la Schmidt ou à la Soarès. Et ce n'est pas parce que certains élus socialistes sont plus larges d'idées, en matière de régionalisation que leurs confrères communistes que les choses changeront... » ... « Le projet du PS de gouverner seul est un projet suicidaire : sans l'union profonde de tous les travailleurs, les changements indispensables ne seront pas possibles ! Affronté à la crise et à l'isolement, le PS aura autre chose à faire qu'à régionaliser la France. La chanson est connue. D'avance ».

On nous accusera peut-être de faire des procès d'intention. Mais le peuple

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

La droite qui perd devient méchante

ON conçoit que, par les temps qui courent, la droite gouvernementale et affairiste manifeste quelque nervosité : c'est qu'elle vient, sur plusieurs plans d'essuyer des échecs assez cinglants, et qu'elle a bien du mal à dissimuler.

Que l'on considère la politique extérieure de Giscard. Au Moyen-Orient Sadate lui rend hommage tout en le mettant à sa juste place : ce sont les Américains, dit-il, qui détiennent 99 % des cartes. En Afrique du Sud-Est, c'est de Guringaud qui est souffleté en Tanzanie. Et que dire de l'affaire des prisonniers du Polisario où Giscard s'est vu privé in-extremis par Marchais de la gloriole de l'annonce d'une libération ? Ce sont les Saharaouis qui lui ont donné une leçon de dignité en maintenant la libération des prisonniers dans le même temps où les Jaguars français bombardaient leurs combattants au napalm et même, dit-on, au phosphore. En matière internationale, Giscard en est réduit à soutenir à coups de milliards les pitreries d'un Bokassa. Quelle dérision !

Que l'on regarde l'affaire de la grève à l'E.D.F. Jamais sans doute l'appel à l'opinion publique, sa manipulation n'avaient atteint un tel degré. Jamais ils n'ont été si inopérants. Car enfin, ni les ministres, ni les chefs d'entreprises outrés n'ont réussi à briser la grève et à faire cesser les coupures de courant !

Autre gifle au pouvoir que la courte histoire du quotidien « J'Informe », lancé avec des fonds patronaux que l'on a chiffrés à deux ou trois milliards anciens et qui n'a duré que soixante-dix numéros. L'ancien ministre Joseph Fontanet, le théoricien des « réservoirs de main-d'œuvre » pour l'Europe capitaliste, avait l'ambition de tourner « le Monde » sur sa droite. Il avait de nombreux soutiens parmi les gens du gouvernement. Son échec lamentable, c'est aussi leur échec...

Alors la droite se durcit, elle devient hargneuse, elle a recours aux manœuvres misérables, elle truque.

De la livraison de Klaus Croissant aux geôles de la social-démocratie allemande à l'appel systématique aux syndicats collaborationnistes minoritaires, de la manipulation des chiffres sur le chômage aux apparitions de plus en plus fréquentes des ministres de Gis-

Edito



François Ceyrac

card sur les media c'est l'image d'une droite affolée qui nous est offerte.

C'est l'image d'une droite qui perd.

Le patronat, lui, semble déjà avoir tiré les leçons de cet échec et il y a là un point qui doit retenir l'attention des démocrates. Quand le projet politique est inopérant, c'est le patronat qui prend le relais, et cela peut aller très loin. On conviendra que nous n'agitions pas à tort et à travers le mot et le spectre du fascisme, que nous ne voyons ni dans les bavures policières ni dans les agitations de quelques trublions d'extrême-droite. Mais, quand on constate que le patronat n'a même plus confiance dans la démocratie bourgeoise, quand ce sont Dassault et Ceyrac qui interviennent pour tenter de briser le droit de grève, quand un Hersant, avec la puissance de son argent et de son empire de presse, et malgré son passé de collaborateur des nazis qu'il ne renie guère, peut s'imposer comme candidat RPR malgré l'avis de la quasi-unanimité de sa formation, on doit bien admettre que, pour la première fois depuis longtemps, le germe de ce fascisme existe. Le taux de chômage record, bien supérieur à ce qu'il fut pendant la crise de 1929, avec par exemple 16,4 % de chômeurs à Saint-Malo, est un risque aggravant.

On nous dépeint souvent l'apocalypse que constituerait une victoire de la gauche en mars prochain. Mais a-t-on mesuré le risque que représente une droite en pleine déconfiture, totalement impuissante, mais réussissant quand même à coup de bluff et d'appel à la peur à garder la majorité ?

Il faut que la gauche l'emporte, c'est une nécessité pour la démocratie, c'est une nécessité pour l'emploi, c'est une nécessité pour la Bretagne. Au sein de cette gauche, l'U.D.B. se battra sans aucune arrière-pensée, sans aucune restriction pour que s'imposent les solutions de son « Programme Démocratique Breton ». Il y a là, au moins, face à une droite dangereuse et à côté d'une gauche française indécise des propositions claires et généreuses.

Oui, en mars 1978, voter U.D.B. ce sera bien voter deux fois ; un fois pour la gauche, une fois pour la Bretagne !

UDB